



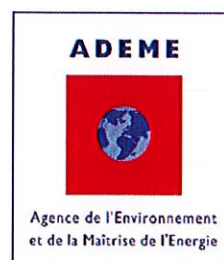
PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE MARTINIQUE



RECUEIL DES AVIS EMIS

REPONSES APPORTEES PAR LA CTM

Septembre 2019



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Fort-de-France, le 17 MAI 2019

Nos réf. : RI/ENV/19-0169

Objet : Avis sur le plan territorial de prévention et de gestion des déchets de Martinique.

Monsieur le Président,

Par courrier du 28 février 2019, vous sollicitez l'avis de l'État sur le projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique (PPGDM), validé par la CCES du 19 février 2019.

En réponse, je vous indique que le projet de plan, organisé selon le décret pertinent, est conforme sur la forme à ce qu'exige la réglementation.

Sur le fond, conformément au 3° du I de l'article R. 541-16 du code de l'environnement, le plan régional de prévention et de gestion des déchets fixe [...] : « 3° Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux définis à l'article L.541-1 de manière adaptée aux particularités régionales, et des indicateurs qui pourront en rendre compte lors du suivi du plan. Ces objectifs peuvent être différenciés selon les zones du territoire couvertes par le plan et la nature des déchets ».

Le plan martiniquais est donc tout à fait fondé à fixer des objectifs adaptés au territoire, à la mesure des efforts locaux possibles pour contribuer à l'atteinte des objectifs chiffrés fixés par la loi (et introduits à l'article L.541-1 du code de l'environnement), en les définissant explicitement et en assurant leur suivi à l'aide d'indicateurs. Le seul objectif explicitement applicable à chaque territoire « régional » est celui de baisse de l'élimination des déchets, précisé à l'article R.541-17 du code de l'environnement, dont le calendrier est adapté pour la Martinique par l'article R.541-18.

Concernant les objectifs fixés au niveau européen par les directives modificatives de la directive 2008/98/CE, leur transposition est également prévue au niveau national : il s'agira d'objectifs devant être atteints au niveau national. Le raisonnement précédent s'y applique donc également : les plans régionaux doivent fixer des objectifs adaptés à chaque région, qui participent à l'atteinte des objectifs nationaux. En effet, la directive cadre déchets n'impose pas l'échelle de la planification, qui peut donc être nationale comme infranationale. Certains États membres ont ainsi élaboré des plans de prévention et/ou gestion des déchets au niveau national seulement, et non pour des portions de territoires. Une application stricte des objectifs individuellement à des plans infranationaux, et non à l'ensemble du territoire de l'État, constituerait une contrainte plus forte pour l'atteinte des objectifs qui ne paraît pas fondée.

Le projet de plan que vous m'avez soumis répond à ces obligations, et dès lors je vous indique que j'émetts un avis favorable sur ce document.

Monsieur Alfred MARIE JEANNE
Président du conseil exécutif
Collectivité de Martinique
rue Gaston Deferre – Plateau Roy
97200 Fort de France

Horaires d'ouverture : 8h00 – 12h00 du lundi au vendredi
14h00 – 16h00 les lundi et jeudi
Tél. : 05 96 59 57 00 – fax : 05 96 59 59 32
BP 7212 Pointe de Jaham - 97274 Schoelcher cedex
deal-martinique-usagers@developpement-durable.gouv.fr

Ce plan pose des enjeux forts pour le territoire, il convient que chacune des collectivités et structures impliquées dans la gestion des déchets en Martinique prennent à leur compte chacune en ce qui la concerne les éléments constituant les conditions de réussite de la mise en œuvre du plan sur le terrain :

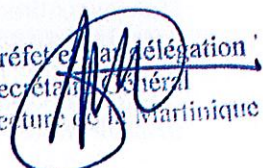
- les objectifs fixés en matière d'amélioration du tri à la source tant pour les ménages que pour les déchets d'activité économiques sont très ambitieux et la mise en œuvre du plan devra s'attacher au suivi et à l'atteinte de ces indicateurs essentiels ;
- l'exiguïté du territoire doit amener à une priorité absolue à la limitation de l'enfouissement. En ce qui concerne les ordures ménagères résiduelles, il est important que le projet d'installation de Pré Traitement mécano biologique puisse évoluer vers un projet de centre de tri destiné à extraire des matières valorisables et non souillées, dimensionné pour traiter l'ensemble du gisement d'ordures ménagères résiduelles actuellement enfoui et que les circuits de collecte amont soient revus pour garantir un taux d'efficacité suffisant de la collecte de la fraction fermentescible avant admission.
- il est important que les filières de valorisation (ainsi que des dispositions de collecte visant à mobiliser voire préparer les gisements) se développent sur l'île, ou en synergie avec les territoires voisins, selon le calendrier prévu par les dispositions légales ou réglementaires et dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets et du principe de proximité, même si les objectifs chiffrés fixés au niveau national ne sont pas tous atteints par le territoire du fait de ses particularités d'insularité et d'éloignement de l'hexagone notamment.
- la simplification, l'harmonisation et l'extension des consignes de tri me paraît urgente et nécessaire avant l'échéance de 2022, notamment sur les déchets d'emballage qui peuvent trouver des voies de valorisation rapides en lieu et place de l'enfouissement.
- l'implication des écoorganismes sur le territoire, qui sont en charge de proposer des solutions pour les déchets relevant de leur champ de compétences, peut encore être renforcée. L'instance collégiale Etat-ADEME-Collectivités- Ecoorganismes que constitue la plate-forme REP me paraît la bonne gouvernance.
- enfin, le choix d'un nouvel outil de combustion pour les déchets à fort pouvoir calorifique, ouvert par le plan, me paraît intéressante pour coupler les problématiques actuelles de traitement des déchets et de production énergétique. Il permettrait également d'anticiper l'évolution sur la qualité des déchets qu'amèneront les évolutions des consignes de tri et pourra remplacer, à terme, un four d'incinération traditionnel. Par contre, il ne doit pas conduire à renoncer aux priorités de réduction des déchets à la source, de réemploi ou de valorisation matière définies par le plan.

Mes services, ainsi que la délégation régionale de l'ADEME, sont pleinement mobilisés à vos côtés et de ceux de tous les acteurs œuvrant pour le traitement des déchets, pour que ce plan soit concrètement mis en œuvre et que les progrès enregistrés ces dernières années se confirment et s'amplifient.

Enfin, dans le cadre du pré-contentieux relatif à la planification, la Commission a demandé aux autorités françaises que les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets qui ne seraient pas encore approuvés au 1^{er} janvier 2020 intègrent les nouvelles dispositions introduites par la directive (UE)2018/851, tant en termes d'objectifs que de contenu formel du plan. Une approbation du plan avant la fin de l'année 2019 permettrait de s'affranchir de ces nouvelles exigences.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Martinique





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Direction Générale Adjointe Attractivité

Direction de l'Environnement
et de l'Énergie

Mission Planification Suivi et Évaluation

Affaire suivie par Katherine LECOURT

Poste: 42-26

DGAA/DEE/VMP/KL/N°: 2628961

Fort de France, le

CONFERENCE TERRITORIALE DE L'ACTION PUBLIQUE DE MARTINIQUE

<h3>COMPTE-RENDU</h3> <p>de la séance du Mardi 09 avril 2019</p>
--

Avis sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental

La Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) de Martinique composée par arrêté préfectoral n°BCL-2017026-0001 du 02 février 2017, régulièrement convoquée, s'est réunie le 09 avril 2019, sous la présidence de M. Alfred MARIE JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique.

PRÉSENTS

La feuille d'émargement des participants est annexée au compte rendu.

ORDRE DU JOUR

Présentation du projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et du rapport environnemental.

PRÉSENTATION

M. le Président Alfred MARIE- JEANNE accueille les membres de la CTAP et introduit la séance.

M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable, présente le projet de PPGDM :

Conformément au cadre juridique en vigueur, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a lancé la procédure d'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM).

Ce plan a pour objet de coordonner à l'échelle territoriale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Il couvre tout le territoire et concerne tous les déchets, dangereux, non dangereux et inertes.

Le PPGD de Martinique est opposable aux personnes morales de droit public et à leurs concessionnaires et il sera intégré au Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA).

L'élaboration du PPGDM a débuté fin 2017. Une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi de ce Plan (CCES) a été mise en place. Elle regroupe l'ensemble des acteurs déchets du territoire et elle s'est réunie plusieurs fois depuis 2018 pour successivement valider l'état des lieux, l'étude prospective aux échéances et les objectifs, et pour choisir le scénario à retenir pour la Martinique.

A partir de ce scénario, un projet de Plan a été construit dans le but de répondre aux exigences réglementaires en tenant compte des contraintes inhérentes à l'insularité et l'exiguïté du pays (peu de foncier disponible, insuffisance des gisements, coûts de traitement et de transports importants), des réalités (performances de valorisation encore faibles pour certains matériaux, ...) et des possibilités de la Martinique.

Il doit permettre également d'initier la dynamique vers une économie circulaire économe en ressources pour la Martinique avec l'intégration d'un plan d'actions spécifique.

Ce projet de Plan a été élaboré à partir des échanges avec les acteurs locaux, des ateliers thématiques tenus en avril 2018, des réunions des groupes de travail de la CCES, du comité de pilotage et en concertation avec l'ensemble des acteurs de la gestion des déchets du territoire (Etat, collectivités locales, chambres consulaires, représentants des professionnels, des éco-organismes, des associations de consommateurs et de protection de l'environnement).

Les objectifs principaux retenus sont les suivants :

- Pour la prévention
 - -10% de déchets ménagers et assimilés (en 2025 par rapport à 2010)
 - Diminuer la production des Déchets d'activités économiques (DAE) de 5% par rapport au scénario tendanciel
 - Réduire la part de déchets dangereux collectés en mélange
 - Limiter l'évolution des déchets des chantiers du BTP
- Pour la valorisation
 - 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025
 - 70% de déchets du bâtiment et des travaux publics en valorisation matière
 - Optimiser la collecte des déchets dangereux soit + 17 000 t de DD à collecter séparément par rapport à 2016 (+94%)

Le projet de Plan détaille pour chaque type de déchets les différentes actions en matière de prévention et de valorisation à mettre en place pour atteindre les objectifs, basées notamment sur :

- Le renforcement de la sensibilisation et la mise en place d'une communication répétitive et adaptée à tous les publics
- La mise en cohérence des politiques menées et harmonisation des consignes et des pratiques en matière de prévention et de collecte à l'échelle de la Martinique
- Le développement de la réparation et du réemploi
- Le maillage de territoire en équipements de tri, collecte, valorisation et traitement afin de réduire les transferts
- La mise en œuvre d'actions incitatives (fiscalité, accompagnement des filières,) et répressives (contrôles et sanctions)
- Et l'exemplarité des établissements publics

le projet de Plan a également fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Approuvé à l'unanimité par la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM le 19 février 2019, il est soumis pour avis, conformément à l'article R541-22 du code l'environnement, au Préfet, aux Présidents de la Région Guadeloupe et de la Collectivité Territoriale de Guyane, aux EPCI compétentes en matière de gestion des déchets et à la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP).

.../...

AVIS DE LA CTAP


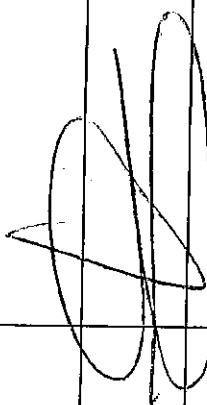




Après la présentation du Conseiller exécutif Louis BOUTRIN, la CTAP a donné un avis favorable à l'unanimité au projet de Plan et de son rapport environnemental

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

MARDI 09 AVRIL 2019




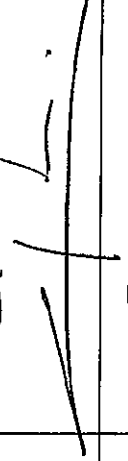





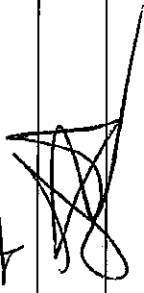
CONFÉRENCE TERRITORIALE POUR L'ACTION PUBLIQUE CTAP
FEUILLE D'EMARGEMENT / CTM - Salle A402

NOM-Prénom	ORGANISME	COORDONNÉES	EMARGEMENT
MARIE-JEANNE Aghed	Pt CTM		
BOUTAIN Louis.	CTM <i>(Signature)</i>		
ROBINE Franck	Préfet		
NIEBUDELE Jan	SGAR n°1		
Namwell TORPILIER	CTM		
Catherine GRANZEL	CACEN		

MARDI 09 AVRIL 2019

CONFÉRENCE TERRITORIALE POUR L'ACTION PUBLIQUE CTAP

FEUILLE D'EMARGEMENT / CTM - Salle A402

Nicolas GAUVIN	CACEN.		
VIELETT GAEN	CACEN		
OREL Charles	CACEN		
AGUIERRE Didier	CACEN. ville FdEF.		
CLEMENTE Ine	CACOM ville de Schoelcher		
NARFIN Jocelyne	Espace Sud		
BUISSON Sabine	CAP Nord		
Nadège BRANKAN-MANBIR	Espace Sud		
DERNÉ M. Uda	CTR		
LOUIS-ALEXANDRE Eddy	Ville de Saint-Esprit		



Collectivité
territoriale
de Martinique

MARDI 09 AVRIL 2019

CONFÉRENCE TERRITORIALE POUR L'ACTION PUBLIQUE CTAP
FEUILLE D'EMARGEMENT / CTM - Salle A402

NOM-Prénom	ORGANISME	COORDONNÉES	EMARGEMENT
Poulin Daniel	CACEM		
COHEN Philippe	CAESM	Philippe.Cohen@ctm.mq	
CHARLOTTE José	CAESM	Charlotte.jose@ctm.mq	
LISCEORT Valérie	CTM		
MARINE-POULTI Solène	CTM/DEE	Solène.poulti@ctm.mq	
MERCAN Jean-Guy	CTM/OGS		

DELIBERATION

La 7^{ème} commission permanente du conseil régional réunie en sa séance du jeudi 13 juin 2019, à l'Hôtel de Région, salle 8/9 à Basse-Terre, sous la présidence de M. Guy LOSBAR, 1^{er} Vice-président du Conseil Régional de la Guadeloupe.

Etaient présents, les conseillers :

M. LOSBAR Guy, Mme Marie-Luce PENCHARD, M. Jean BARDAIL, M. Jean-Marie HUBERT, Mme Sylvie GUSTAVE-DIT-DUFLO, M. Victorin LUREL, Mme Marie-Camille MOUNIEN,

Nombre de présents : 7

Etaient représentés, les conseillers :

M. Ary CHALUS, Mme Diana PERRAN, M. Camille PELAGE, Mme Maguy CELIGNY,

Nombre de représentés : 4

Etaient absents, les conseillers :

M. Christian BAPTISTE, M. Hilaire BRUDEY,

Nombre d'absents : 2

Vu le code général des collectivités territoriales notamment sa quatrième partie ;
Vu la délibération portant adoption du budget régional ;
Vu la délibération n° CR/15-1707 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
Vu la délibération n° CR/16-32 du 12 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la région Guadeloupe ;

Sur proposition du président du conseil régional, après en avoir délibéré et adopté à l'unanimité.

- Vu la directive 2008/98/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relatif aux déchets et abrogeant certaines directives, dite « directive cadre sur les déchets » ;
- Vu loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, dite « loi NOTRe » attribuant à la Collectivité Territoriale de Martinique la compétence en matière de planification de la prévention et de la gestion des déchets;
- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi « sur la transition énergétique » ou loi « LTECV » ;
- Vu Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- Considérant la saisine pour avis sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) accompagné de son rapport environnemental, faite par monsieur le président de la Collectivité Territoriale de Martinique, reçue le 8 mars 2019 ;
- Considérant le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Guadeloupe, ayant reçu un avis favorable de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi de ce Plan le 7 mars 2019 ;

Sur le rapport présenté par le président du conseil régional
et après en avoir délibéré.

D E C I D E

- Article 1 : de donner un avis favorable pour le projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique, assorti des observations mentionnées dans l'avis ci-annexé.
- Article 2 : le président du conseil régional, le directeur général des services, le payeur régional, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Guadeloupe.

Fait à Basse-Terre le 13 JUIN 2019

Le président du conseil régional,

Ary CHALUS



Accusé de réception en préfecture 971-239710015-20190613-CR-19-350-DE Date de télétransmission : 15/07/2019 Date de réception préfecture : 15/07/2019
--

Avis sur le projet de
Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM).

La commission permanente réunie le _____ émet un avis favorable au projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique assorti des observations suivantes :

Objectifs en matière de prévention et de gestion des déchets de la Martinique

Ce projet de plan offre une vision globale et chiffrée de la gestion des déchets en Martinique. Les actions retenues sont présentées par ordre de priorité, en respectant la hiérarchie des modes de gestion des déchets fixés par la directive européenne : priorité à la réduction des déchets, puis au recyclage et à la valorisation des déchets, et en derniers recours, l'élimination. Les objectifs fixés dans ce plan sont très ambitieux :

- Diminuer de 10 % les déchets ménagers et assimilés en kg/an/habitant en 2025 par rapport à 2010 ;
- Atteindre 65% de déchets non dangereux non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025 ;
- Réduire de 30 % la quantité de déchets en stockage en 2030 et de 50 % en 2035 par rapport à 2010
- Réduire de 25 % la quantité de déchets en incinération sans valorisation énergétique en 2030 l'arrêt de l'incinération sans valorisation énergétique en 2035.
- Réduire de 30 % la quantité de déchets en stockage en 2030 et de 50 % en 2035 par rapport à 2010.

La Région Guadeloupe partage cette ambition de réduire drastiquement la production de déchets par des actions de prévention, et l'orientation quasiment systématique des déchets vers des filières de valorisation matière ou énergétique, l'enfouissement devenant ainsi une solution de dernier recours.

De plus, le projet de PPGDM prévoit un ensemble d'actions qui concernent directement la Guadeloupe, qui, chaque année, confie certains flux de déchets à la Martinique, et reçoit en retour certains volumes de déchets provenant de la Martinique, à valoriser, dans une logique d'économie circulaire de proximité.

Orientations du projet de plan qui concerne le territoire de la Guadeloupe

P180-181 : Concernant l'import des déchets en Martinique

Le plan donne la priorité à la gestion en Martinique des déchets non dangereux non inertes produits en Martinique, et autorise l'import de déchets en provenance des territoires voisins pour des filières de valorisation uniquement. Pour les déchets dangereux, le Plan prévoit le maintien de la possibilité d'import à destination de la valorisation énergétique en Martinique pour les déchets orientables vers la combustion, dans la limite des capacités restantes dans les installations après gestion des déchets en provenance du territoire. Enfin, le plan proscrit l'import des déchets inertes. Pour permettre le respect de ces priorités, le Plan préconise le lancement d'une réflexion sur les transferts transfrontaliers des déchets. Il prévoit également d'étudier les conditions d'aide aux transports pour favoriser le transport inter-îles et la coopération à l'échelle des Antilles. Enfin s'il prévoit le recours aux installations martiniquaises de gestion des déchets, il prône également la mutualisation des flux via une coopération locale lorsque cela est possible.

Observation : Ainsi, le plan permet de poursuivre l'incinération en Martinique des DASRI cytotoxiques et des médicaments non utilisés provenant de Guadeloupe. Sur la question de l'import et de l'export de déchets non dangereux non inertes, le plan prévoit des orientations comparables à celles de la stratégie guadeloupéenne en la matière. En effet, tout comme la Guadeloupe, la CTM opte pour une priorisation de l'acceptation des déchets non dangereux sur leurs installations régionales, n'autorisant l'import que pour des fins de valorisation (exemple : le plastique PET). La Région Guadeloupe a inclus deux exceptions toutefois : les déchets ultimes de Saint-Barthélemy jusqu'à 2021 et les déchets de situation exceptionnels, dans les limites du prévu dans le projet de plan de Guadeloupe. L'import de déchets inertes en Guadeloupe est également proscrit.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20190613-CR-19-350-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019



P284 : Etudier de nouvelles possibilités d'import/export de déchets

Le plan prévoit une étude des opportunités réglementaires favorisant l'import et l'export de déchets vers des pays de l'Union Européenne ou non (dans la zone caribéenne) en vue de leur valorisation, afin de tendre vers une exploitation plus efficace et une amélioration des rendements des équipements déjà existants. Le plan encourage la mutualisation de cette étude avec d'autres DROM-COM (Guyane et Guadeloupe notamment) afin d'y apporter une dimension régionale et pousser la réflexion à un niveau plus global jusqu'à celui des outre-mer. Le PPGDM priorise la gestion de proximité des déchets dans les limites de faisabilité technico-économique.

Observation : Ainsi, le PPGDM encourage une valorisation de proximité des déchets, via la recherche de voies de mutualisation des filières entre territoires ultra-marins. C'est une vision partagée par la Région Guadeloupe qui souhaite favoriser la recherche d'économies d'échelles et de création de valeur, qui passent par l'exploitation d'usines de valorisation locales ou de proximité, recevant suffisamment de gisement pour atteindre le seuil de rentabilité. La Région Guadeloupe envisage en particulier la mise en place de solutions de valorisation ou de traitement communes, en particulier pour les DEEE et les déchets amiantés.

P287 : Etudier la mise en place de nouvelles filières de valorisation des déchets

Le plan préconise la réalisation d'une évaluation sur le potentiel de valorisation matière et énergétique de certains déchets n'ayant pas de filière de traitement, que ce soit en Martinique ou en coopération avec d'autres territoires comme la Guadeloupe ou la Guyane (voire le reste de la Caraïbe). Le PPGDM prévoit un renforcement de la valorisation énergétique des déchets. Des coopérations inter-DOM sur certains flux de déchets (DEEE, MNU, plastiques) sont déjà en place et doivent servir de base à d'autres coopérations.

Observation : Non seulement le PPGDM permet la poursuite des coopérations Guadeloupe-Martinique s'agissant de la valorisation matière et énergétique de certains déchets, mais ouvre la possibilité de déployer de nouvelles formes de coopérations, sur des nouvelles filières qui restent à déterminer. C'est une vision partagée par la Région Guadeloupe.

P289 : Structurer la filière de démantèlement de Bateaux de Plaisance Hors d'Usage (BPHU)

La filière dite Responsabilité Elargie du Producteur des bateaux de plaisance doit démarrer très prochainement, et le territoire de la Martinique devra déployer cette nouvelle filière de déconstruction, dépollution et valorisation. Le plan prévoit d'étudier les mutualisations possibles avec les îles voisines (Guadeloupe notamment).

Observation : Selon une étude réalisée par la Région Guadeloupe et l'ADEME en 2014 sur la gestion des bateaux hors d'usage, il est préférable de privilégier, pour des raisons financières, la déconstruction de proximité des bateaux hors d'usage. Toutefois des réflexions pourront être menées de concert avec la Martinique sur la construction d'un modèle de structuration de filière et sur la recherche de solutions éventuellement mutualisées, de valorisation des sous-produits issus de la déconstruction des bateaux.

Le président du conseil régional

Ary CHALUS

Accusé de réception en préfecture 971-239710015-20190613-CR-19-350-DE Date de télétransmission : 15/07/2019 Date de réception préfecture : 15/07/2019
--



29 AVR 2019

POLE AMENAGEMENT – TRANSPORT – DEVELOPPEMENT
DURABLE DES TERRITOIRES

DIRECTION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

SERVICE ENERGIE / DECHETS

Affaire suivie par: Janique TACITA

Tel: 05 94 30 06 00

courriel: janique.tacita@ctguyane.fr

N° 379890/2019/PATDDT/DDDT/SD/JT

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
Président de la Collectivité
Territoriale de Martinique
Rue Gaston DEFERRE CS 30137
97201 Fort-de-France

Objet : Avis sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport
environnemental

V/ ref : DGAA/DEE/VMP/KL/N°2603270

Monsieur le Président,

J'accuse bonne réception de votre courrier cité en référence par lequel vous sollicitez l'avis de la Collectivité Territoriale de Guyane sur le Projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental.

Actuellement, la coopération entre nos deux territoires se limite à la mise en place de la plateforme Antilles-Guyane d'échange de dispositifs élaborée par les acteurs de la filière REP (responsabilité élargie du producteur) et assimilés, et à l'export de bouteilles de PET, pour recyclage, en provenance de la Guyane, vers l'installation SIDREP de Martinique.

J'ai bien compris que le PPGDM privilégie, avant tout, la gestion de proximité et que toute décision d'export ou d'import de déchets ne pourra être prise qu'en dernier recours.

Vous envisagez, également, de mutualiser, avec notre territoire et celui de la Guadeloupe, la réalisation :

- d'une étude sur les opportunités réglementaires permettant l'import et l'export de déchets vers des pays de l'UE ou hors UE, situés dans la zone Caraïbe, en vue de leur valorisation ;
- d'une étude pour la mise en place de nouvelles filières de valorisation matière ou énergétique pour des déchets sans filière de traitement.

Cependant, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Guyane étant en cours d'élaboration, la position de la Collectivité Territoriale de Guyane s'appuie, à ce stade, sur le principe de favoriser, principalement, le développement de filières locales en s'orientant vers des solutions qui tiennent compte, à la fois, du faible gisement et de la réalité du tissu économique.

Aussi, je demande à mes équipes d'étudier avec attention les dispositions que vous annoncez et leur cohérence dans le cadre de la démarche engagée pour la Guyane.

Cette étape nous permettra de revenir ensuite vers vous avec une réflexion et un avis plus éclairé sur les modalités de nos partenariats futurs.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le président de l'Assemblée de Guyane

Collectivité
Territoriale
de Guyane

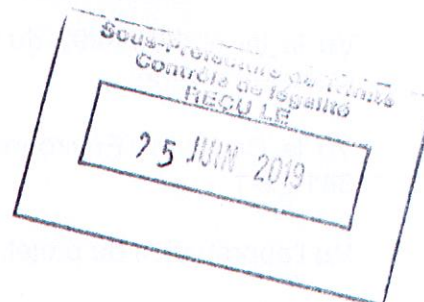
Rodolphe ALEXANDRE



République Française
Collectivité Territoriale de Martinique
Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU MARDI 21 MAI 2019**

Présidence : Alfred MONTHIEUX
Secrétaire : Farell FRANCOIS-HAUGRIN
Date de convocation: 03 Mai 2019
Nombre de conseillers en exercice : 54
Nombre d'élus présents pour ce point : 28
Nombre de procurations : 09



Extrait n°CC-05-2019/084

Date de Publication : 25 JUIN 2019

Objet : Avis sur le projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental

ETAIENT PRESENTS :

Titulaires : Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Norbert MONSTIN, Patricia ETINOF, Henri ROMANA, Sylvie PALCY, Alban BASINC, Germain DUTON, Farell FRANCOIS-HAUGRIN, Gwladys COLER, Jiovanny WILLIAM, Belfort BIROTA, Alfred MONTHIEUX, Claude BELLUNE, Jean-Frantz CAUVER, Jean-Baptiste ROTSEN, Jean-Hugues MOMPHELE, Violaine DIAZ, Rose-Marie GENOT-PLESDIN, Frédéric BERET, Paulette RAPON, Jean DORSAN, Frédéric BUVAL, Ghislaine PASCHAL, Christian PALIN.

Arrivés en cours de séance : Gilbert COUTURIER, Joël Christine LINORD, Quelly LONETE, Serge MENIL,

AVAIENT DONNE PROCURATION :

Georges GELIE à Jiovanny WILLIAM, Thierry MARECHAL à Patricia ETINOF, Pamela PATRON à Alban BASINC, Jenny DULYS-PETIT à Norbert MONSTIN, Patrick BONIFACE à Jean-Hugues MOMPHELE, Sarah ANGAMA à Violaine DIAZ, Patricia ZAMON Epse TELLE à Paulette RAPON, , Kristelle RISAL à Gilbert COUTURIER, Christian RAPHA à Rose-Marie GENOT-PLESDIN.

ETAIENT ABSENTS OU EXCUSES :

Maurice BONTE, Thierry MARECHAL, George GELIE, Joachim BOUQUETY, Kristelle RISAL, Pamela PATRON, Sonia COLDOLD, Sainte-Rose CAKIN, Jenny DULYS-PETIT, Charles CARISTAN, Danielle ABBOT NOMEL, Chantal MAIGNAN, Christian RAPHA, Séverine TERMON, Patrick BONIFACE, Sarah ANGAMA, Patricia ZAMON Epse TELLE.

Partis en cours de séance : Joseph PERASTE, Christian VERNEUIL, Félix ISMAIN, Bruno Nestor AZEROT, Justin PAMPHELE, Fabienne GROUGI-LABRANCHE, Lucien SALIBER, Raphael VAUGIRARD, Laura LITADIER Epse VILET.

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi NOTRe (2015-991 du 07 août 2015), portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, qui permet à la Collectivité Territoriale de Martinique de procéder réglementairement à l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets (PPGDM).

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 541-14, L541-15 et R 541-22-1

Vu l'approbation du projet par la CCES lors de sa séance du 19 février 2019.

Vu l'avis favorable émis par les membres de la commission environnement en séance du 30 avril 2019,

Considérant que les articles L 541-14 et R 541-22-1 disposent que le projet de plan et le rapport environnemental associé doivent être soumis à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), dont CAP Nord fait partie (délibération CC-07-2018/078 publié le 21 août 2018), et qui prévoit dans la procédure la consultation des autorités organisatrices de collecte et de traitement des déchets.

Considérant le projet de plan présenté en plénière du mardi 21 mai 2019, par les services de la Collectivité Territoriale de la Martinique respecte la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et tient compte de la situation locale,

Considérant que ce Plan a pour objectif de coordonner à l'échelle du territoire les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Qu'il vient en remplacement des trois plans existants : Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND), Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics, et Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS), qui restent en vigueur jusqu'à l'adoption définitive du Plan.

Considérant que le PPGDM sera intégré au Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA) qui constituera le cadre de référence, pour les politiques de développement et d'aménagement du territoire, en prenant en compte les enjeux et objectifs déterminants à l'échelle de la Martinique.

Considérant que le Plan, opposable aux tiers (article L541-15 du code de l'environnement), doit contenir :

- un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets
- une prospective à 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites
- des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets déclinant les objectifs nationaux,
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à 6 ans et 12 ans, soit aux horizons 2025 et 2031,
- une planification spécifique pour certains déchets (biodéchets, BTP, amiantés, d'emballages, VHU, textiles)
- un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire
- une organisation de la gestion des déchets en situations exceptionnelles

Considérant que les travaux d'élaboration ont commencé en septembre 2017 par la réalisation de l'état des lieux et se sont poursuivis dans le cadre d'une démarche de concertation intégrant un COPIL technique, des ateliers thématiques, information à la population et consultation de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) dédiée à ce plan.

Après en avoir délibéré

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 :

Emet un avis favorable sur le projet de plan de prévention et de gestion des déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental.

Article 2 :

D'autoriser le Président à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Préfet, Monsieur le Trésorier, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Vote

Pour : 32

Contre : 00

Abstention : 05

Abstention déclarée : 00

Non votant : 05

Pour extrait certifié conforme

Fait à Marigot, le 20 JUIN 2019

Le Président

Alfred MONTHIEUX





DELIBERATION 16/2019

EXTRAIT DES PROCÈS VERBAUX

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE

Session ordinaire du mois d'AVRIL 2019

Séance du 02 AVRIL 2019

Date de la convocation : 26 MARS 2019

Présidence de Monsieur Eugène LARCHER
Monsieur Hugues TOUSSAY- Secrétaire

N°16/2019

AVIS SUR LE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, le mardi 02 avril, les membres du Conseil Communautaire dûment convoqués par le Président se sont réunis, à 09H30, à la salle des délibérations de l'Espace Sud, pour délibérer sur le point de l'ordre du jour suivant :

AVIS SUR LE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE LA MARTINIQUE

Présents :

Mesdames : Léa BELLAY-RAVION – Joséline DELBOIS – Peggy FAGOUR – Maryse GENTEUIL – Rose-Elvire PIERRE-LOUIS – Marcelle RENARD – Nicole SYLVESTRE.

Messieurs : José CHARLOTTE – Jean-Michel GEMIEUX – Ernest JEAN-LAMBERT – Christian JOANNES – Pierre LAFONTAINE – Eugène LARCHER – Patrice LARGEN – André LESUEUR – Louis MARIE-SAINT – José MIRANDE – Fernand ODONNAT – Henri PAQUET – Arnaud RENE CORAIL – Raymond THEODOSE – Fred-Michel TIRAUT – Hugues TOUSSAY.

Absents :

Madame : Aline DOGUE ADJADO.

Absents excusés :

Mesdames : Danièle CAYAU - Stéphanie EDRAGAS GROS-DESORMEAUX – Maryse JEAN-MARIE – Josiane PINVILLE – Sandrine SAINT AIME.

Messieurs : Félix FONTAINE – Eric HAYOT – Cédric LOWINSKY – Charles-André MENCE – Jude PANCRATE – Christian RANO – François SCARON – Joé YANG TING.

Avaient donné procuration : Stéphanie EDRAGAS GROS-DESORMEAUX à Louis MARIE-SAINT – Félix FONTAINE à Raymond THEODOSE – Eric HAYOT à Christian JOANNES – Maryse JEAN-MARIE à Pierre LAFONTAINE – Cédric LOWINSKY à Henri PAQUET – Charles-André MENCE à Marcelle RENARD – Josiane PINVILLE à Eugène LARCHER – Christian RANO à Nicole SYLVESTRE – Sandrine SAINT AIME à Hugues TOUSSAY – François SCARON à Ernest JEAN-LAMBERT – Joé YANG TING à José MIRANDE – Jude PANCRATE à Jean-Michel GEMIEUX.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) transfère aux Régions la compétence de planification des déchets.

Conformément au cadre juridique en vigueur, la Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), reprenant les compétences de l'ex Région, a lancé l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD), ci-après nommé **Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM)**, ou le Plan.

Ce Plan a pour objectif de coordonner à l'échelle du territoire les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Il vient en remplacement des trois plans existants : Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND), Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics, et Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS), qui restent en vigueur jusqu'à l'adoption définitive du Plan.

Le PPGDM sera intégré au Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA) qui constituera le cadre de référence, pour les politiques de développement et d'aménagement du territoire, en prenant en compte les enjeux et objectifs déterminants à l'échelle de la Martinique.

Le Plan contient :

- un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets
- une prospective à 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites
- des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets déclinant les objectifs nationaux,
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à 6 ans et 12 ans, soit aux horizons 2025 et 2031,
- une planification spécifique pour certains déchets (biodéchets, BTP, amiantés, d'emballages, VHU, textiles)
- un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire
- une organisation de la gestion des déchets en situations exceptionnelles

Le P.P.G.D.M. consiste à coordonner à l'échelle territoriale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Il englobe la totalité du territoire (34 communes) et tous les déchets :

- dangereux, non dangereux et inertes,
- produits dans la région par les ménages, les activités économiques, les collectivités, les administrations,
- collectés ou traités dans une installation de collecte ou de traitement de déchets, utilisés en substitution de matière première,
- importés et exportés

La portée juridique : Le PPGDM est opposable aux tiers : les décisions prises par les personnes morales de droit public en matière de prévention et de gestion des déchets doivent être compatibles au Plan (article L541-15 du code de l'environnement).

Les enjeux du territoire

- Définition d'objectifs et orientations cohérents, ambitieux et réalistes pour la gestion des déchets en Martinique
- Respect de la réglementation en vigueur
- Optimisation des installations au vu des contraintes géographiques et foncières du territoire
- Pérennité et équilibre économique des filières au regard de la faiblesse des gisements
- Promotion de l'économie circulaire à travers l'intégration d'un plan spécifique
- Objectif d'indépendance énergétique en 2030 (LTECV)

Concertation et co-construction avec :

- Mise en place d'un Comité de pilotage technique (Collectivités locales, chambres consulaires, État)
- Constitution de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du PPGD regroupant l'ensemble des acteurs déchets du territoire (2 réunions en 2018)
- Information numérique de tous (mise en ligne régulière des travaux du plan et adresse mail dédiée)
- Organisation d'ateliers thématiques (6 en avril 2018)
- Échanges et séances de travail dédiées avec les acteurs concernés

Le projet de Plan détaille pour chaque type de déchets les différentes actions en matière de prévention et de valorisation, à mettre en place pour atteindre les objectifs, basées notamment sur :

- Renforcement de la sensibilisation et mise en place d'une communication répétitive et adaptée à tous les publics
- Mise en cohérence des politiques menées et harmonisation des consignes et des pratiques en matière de prévention et de collecte à l'échelle de la Martinique
- Renforcement de la réparation et du réemploi
- Maillage de territoire en équipements de tri, collecte, valorisation et traitement afin de réduire les transferts
- Mise en œuvre d'actions incitatives (fiscalité, accompagnement des filières,...) et répressives (contrôles et sanctions)
- Exemplarités des établissements publics

Le Plan d'action d'Économie Circulaire (le P.A.E.C.), s'articule autour des 4 axes thématiques identifiés par feuille de route relative au développement de l'économie circulaire élaborée par la Préfecture, l'ADEME et la CTM :

- **Axe A : Piloter la stratégie globale d'économie circulaire en Martinique :**
 - Piloter la stratégie territoriale
 - Adapter les instruments politiques et en créer des nouveaux
 - Agir de manière exemplaire
- **Axe B : Compléter les connaissances,**
 - Affiner la connaissance et favoriser la diffusion de bonnes pratiques
 - Investir des sujets de niche et explorer des potentiels de développement

➤ **Axe C : Mobiliser et motiver les acteurs,**

- Faciliter les échanges d'informations, de matières, d'énergies et de services
- Fédérer les acteurs autour d'une vision commune et favoriser les synergies entre actions
- Susciter de l'engouement et une dynamique collective sur le sujet de l'économie circulaire.

➤ **Axe D : Accompagner et soutenir les territoires, leurs acteurs, leurs filières.**

- Renforcer l'engagement des filières économiques de la Martinique
- Favoriser les acteurs engagés en offrant des conditions préférentielles

Le Plan permet une amélioration des impacts environnementaux par rapport au scénario tendanciel :

➤ Pour les déchets non dangereux non inertes

- Diminution de 11% des tonnages de déchets à collecter
- Évitement d'émissions de GES, au contraire du scénario tendanciel qui en émet
- Hausse de 33% des évitements de consommation d'énergie
- Diminution de 27% des émissions de dioxines

➤ Pour les déchets inertes

- Stabilisation de leur production et augmentation du recyclage, donc amélioration de l'impact environnemental

➤ Pour les déchets dangereux

- Augmentation forte de leur collecte, donc diminution de leur impact sur les milieux et les personnes

➤ Pour les déchets issus du traitement des eaux

- Amélioration de l'exploitation, donc diminution de l'impact global des eaux usées sur les milieux récepteurs

Ses Perspectives

- Finalisation de la procédure d'élaboration et approbation du plan fin 2019
- Vigilance sur la transposition du Paquet économie circulaire en droit français pour ne pas pénaliser les régions ultra marines
- Poursuite de l'accompagnement de la CTM à la mise en œuvre des actions du PPGDM
- Renforcement des efforts conséquents engagés sur le changement de comportements, la réduction des déchets, le réemploi, l'optimisation des collectes et des filières de valorisation
- Poursuite et renforcement de la coopération et de la mutualisation entre territoires proches pour optimiser les filières locales, garantir leur viabilité et limiter les impacts environnementaux

Où le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi GRENELLE de l'Environnement du 29 juin 2010, en matière de prévention, de recyclage, de réduction et l'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés révisé et adopté par arrêté préfectoral le 26 juillet 2005

Vu la présentation du Schéma Directeur de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la CAESM de juillet 2003,

Délibération n°16/2019

Accusé de réception en préfecture 972-249720053-20190402-DELIB16-2019-DE Date de télétransmission : 14/05/2019 Date de réception préfecture : 14/05/2019

**Le Conseil Communautaire, après discussion et délibération,
à l'unanimité des membres présents et représentés**

Article 1 : EMET un avis favorable sur le Plan de Prévention et de gestion des Déchets de la Martinique.

Article 2: La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de Martinique et publiée et notifiée dans les conditions réglementaires.

Article final : Monsieur le Préfet de la Martinique, Madame la Trésorière du François et Madame la Directrice Générale des Services seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Acte rendu exécutoire après
transmission en Préfecture
le : **14 MAI 2019**
Et publication ou notification
le : **14 MAI 2019**

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessous
Pour extrait certifié conforme



Le Président,

Eugène LARCHER

" La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Fort-de-France ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, « étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit express ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Ces délais de deux mois peuvent être prolongés d'un mois dans les conditions de l'article L.421-7 du Code de justice administrative. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr."

1000

1000



PCEH
DG2
DEE
(DGAA)

Le Président

À

**Monsieur Le Président de la
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE**

Rue Gaston Defferre
97200 FORT DE FRANCE

VOS REF. : DGAA/DEE/VMP/KL/N°2603325

NOS REF. : SRC/PB/NR/2019-436

OBJET : Projet de PPGDM et Rapport Environnemental

PERSONNE EN CHARGE DU DOSSIER : Nade RENARD

Courriel : nade.renard@smtvd.fr – Tél. : 0596 67 42 01

Robert, le vendredi 10 mai 2019

A l'attention de Mme Katherine LECOURT

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'élaboration du Plan unique de Prévention et de Gestion des Déchets de la Martinique, vous avez sollicité l'avis des instances du SMTVD sur le projet de Plan et sur le rapport environnemental afférent soumis et validé par la CCES le 14 février 2019.

Ce document planifiant nos objectifs de performance en matière de prévention et de gestion des déchets pour les 12 prochaines années, a été soumis aux instances du SMTVD le 04 avril dernier, et je profite de cette opportunité pour vous remercier pour l'accompagnement et la collaboration efficace de Mme Lecourt.

J'ai le plaisir de vous informer que les documents soumis ont été validés unanimement par le Comité Syndical du SMTVD. Je vous transmets, joint à la présente, la délibération correspondante.

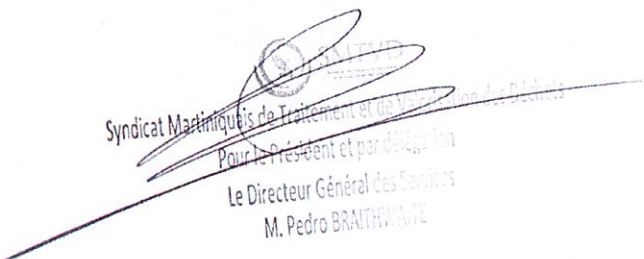
Ce projet de plan a été établi dans une large concertation avec tous les acteurs du territoire et reflète une cohérence dans les actions à réaliser pour atteindre les objectifs réglementaires. Ce sont toutefois des objectifs très ambitieux et il sera important que tous les acteurs (maîtres d'ouvrage) s'astreignent à réaliser leur part du processus pour que nous réussissions ensemble ce projet pour la Martinique.

Je souhaite apporter une précision s'agissant de l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets de Fort de France (l'incinérateur) : nous maintenons le projet de développer cette installation, comme il était prévu dans le plan précédent, avec la construction d'une troisième ligne d'incinération. Cette extension ne sera pas forcément une ligne d'incinération des ordures ménagères similaire à celle existante, mais plutôt une unité de combustion de combustibles solides de récupération ou de

combustibles dérivés des déchets. Nous avons lancé une étude à cet effet et devrions être fixés d'ici la fin de cette année 2019.

Je vous remercie de tenir compte de cette précision qui ne remet par ailleurs pas en cause le plan établi, ni ses objectifs.

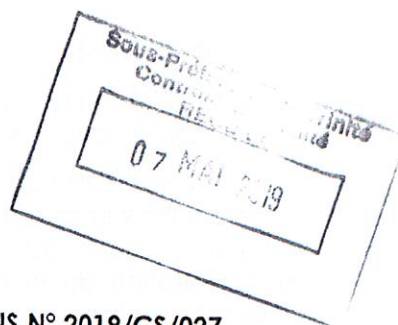
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.


Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des Services
M. Pedro BRAITHWAITE



SMTVD
Syndicat Martiniquais
de Traitement et de Valorisation
des Déchets

*Boulevard de la Pointe Jean-Claude - 97211 LE ROBERT
Tél : 0596 63 53 34 - Fax : 0596 63 74 07
E-mail : contact@smtvd.fr*



**EXTRAIT DES PROCÈS VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS N° 2019/CS/027
DU COMITÉ SYNDICAL DU SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET DE
VALORISATION DES DÉCHETS**

SEANCE DU 04 AVRIL 2019

**OBJET : PRESENTATION DU PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE
MARTINIQUE (PPGDM) ET SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL**

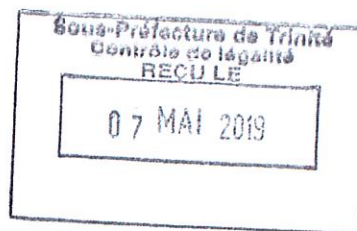
ÉTAIENT PRÉSENTS :

Sainte-Rose CAKIN
Quelly LONETE
Norbert MONSTIN
Germain DUTON
Bruno-Nestor AZEROT
Thierry MARECHAL (suppléant)
Ernest JEAN-LAMBERT
Félix FONTAINE
Arnaud RENE CORAIL
Aline DOGUE ADJADO
José CHARLOTTE (suppléant)
Claude JOSEPH
Alex BRIGTHON
Pauline DONDON (suppléant)

**ÉTAIENT CONVOQUÉS MAIS ABSENTS
(EXCUSES)**

Félix ISMAIN
Sarah ANGAMA (suppléant)
Patricia ETINOF (suppléant)
George GELIE (suppléant)
Gwladys COLER (suppléant)
Danielle ABBOTT NOMEL (suppléant)
Eric HAYOT
José MIRANDE
Charles-André MENCE (suppléant)
François SCARON (suppléant)
Patrice LARGEN (suppléant)
Jude PANCRATE (suppléant)
Rose Elvire PIERRE LOUIS (suppléant)
Athanase JEANNE-ROSE
Yvon PACQUIT
Emile GONIER
Miguel MARIE-LUCE
Didier LAGUERRE (suppléant)
Pierre SAMOT (suppléant)
Luc Louison CLEMENTE (suppléant)
Simon MORIN (suppléant)
Christina JOSEPH-MONROSE (suppléant)

**Président : Monsieur Sainte-Rose CAKIN
Secrétaire de séance : Monsieur Félix FONTAINE**



Le Président expose,

La Collectivité Territoriale de Martinique procède réglementairement à l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets.

Les travaux d'élaboration ont commencé en septembre 2017 par la réalisation de l'état des lieux et se sont poursuivis dans le cadre d'une démarche de concertation intégrant un COPIL technique, des ateliers thématiques, information à la population et consultation de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) dédiée à ce plan.

Conformément à l'article R 541-22-1 du code de l'environnement, le projet de plan et le rapport environnemental associé ont donc été soumis à la CCES instance dans laquelle siège également le SMTVD.

La CCES a approuvé le projet de plan lors de sa séance du 19 février 2019.

En vertu des articles L 541-14 et R 541-22-1 du code de l'environnement, la procédure prévoit la consultation des autorités organisatrices de collecte et de traitement des déchets.

Suivront ensuite :

- ✓ l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale,
- ✓ l'arrêt du projet de Plan par l'Assemblée de la CTM,
- ✓ la mise en enquête publique
- ✓ et enfin l'approbation par l'Assemblée de la CTM : Objectif : Approbation fin 2019.

Exposé des motifs :

Dans le respect de la loi LTECV et compte tenu de la situation locale, un scénario de Plan a été retenu par la CCES de novembre 2018.

Ce scénario fait l'objet d'une présentation détaillée en séance par la chargée de projet de la CTM.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents,

EMET un avis favorable sur le projet du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport environnemental tels que présentés.

Extrait certifié conforme au registre des délibérations du Comité syndical.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessous

Pour extrait certifié conforme

Fait au Robert, le 04 avril 2019

Le Président

Sainte-Rose





**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU MERCREDI 24 AVRIL 2019**

Nombre de membres en exercice	56
Nombres de membres présents	30
Nombres de suffrage exprimés	34
VOTE	Pour : 34 Contre : 0 Abstention : 0
Date de Convocation	15 avril 2019

RECU EN PREFECTURE

Le 06 mai 2019

VIA DOTELEC - Dematis

972-249720061-20190424-0002019000430-DE

**DELIBERATION N° 03.00043/ 2019
APPROBATION DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS
DE MARTINIQUE (PPGDM)**

Présidence : Monsieur Athanase JEANNE-ROSE

L'an Deux Mil Dix-Neuf et le mercredi 24 avril, à 15 heures 00, s'est réuni, dans la Salle des délibérations au Siège de la CACEM, sur convocation individuelle en date du 15 avril 2019 adressée à chacun de ses membres, le Conseil communautaire de la C.A.C.E.M.

ETAIENT PRESENTS :

VILLE DE SAINT-JOSEPH : M. Athanase JEANNE-ROSE, M. Simon MORIN, M. Mathurin BASTE, M. Camille MARLET ; **VILLE DE FORT-DE-FRANCE** : M. Didier LAGUERRE, M. Frantz THODIARD, M. Charles-Henri MICHAUX, Mme Pauline DONDON, Mme Emma LEBEAU, Mme Valérie ERIN-SALLER, M. Patrick Gabriel HONORE, Mme Marie-Line LESDEMA, M. Michel BRANCHI, M. Miguel LAVENTURE ; **VILLE DU LAMENTIN** : M. David ZOBDA, M. Alex BRIGHTON, Mme Judith LABORIEUX, M. Louis CADIGNAN, Mme Claire TUNORFE, M. Justin LÉRIGAB, Mme Eugénie ZOBDA, M. Fred SAMOT, M. Claude MARLIN, M. Daniel MARIE-SAINTÉ ; **VILLE DE SCHOELCHER** : M. Emile GONIER, Mme Marie GARON, M. Sainte-Claire JANVIER, Mme Arlette BRAVO-PRUDENT, Mme Marie-Claude RAQUIL, M. Gérard CHAUVET.

ABSENTS EXCUSES :

VILLE DE SAINT-JOSEPH : Mme Marie-Yolaine JOISIN, Mme Agnès GOLVAT ; **VILLE DE FORT-DE-FRANCE** : M. Yvon PACQUIT, Mme Patricia LIDAR, M. Luc JOUYE DE GRANDMAISON, Mme Elisabeth LANDI, Mme Claude FORMONT, Mme Anne-Marie KAMATCHY-BRISCAN, Mme Brunette BELFAN, M. Alain ALFRED, Mme Annie CHANDEY, Mme Patricia ROSELMAC, Mme Eliane CHALONO, M. Antoine VEDERINE, M. Alex CYPRIA, M. Emile GRACIEN, M. Francis CAROLE ; **VILLE DU LAMENTIN** : M. Pierre SAMOT, Mme Claudie VETRO, Mme Christina JOSEPH-MONROSE, M. Miguel MARIE-LUCE, Mme Marie-Ange BIZON.



PROCURATIONS :

VILLE DE FORT-DE-FRANCE : M. Claude JOSEPH donne pouvoir à M. Patrick Gabriel HONORE ; M. Joseph BALTIDE donne pouvoir à Mme Pauline DONDON ; Mme Monique PAMPHILE donne pouvoir à M. Michel BRANCHI ; **VILLE DE SCHOELCHER :** M. Luc CLEMENTE donne pouvoir à M. Emile GONIER.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION des membres de l'Administration communautaire.

Madame Claire TUNORFE est désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

APPROBATION DU PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-1 à 5211-11,
- Vu la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la Coopération Intercommunale,
- Vu l'arrêté préfectoral n°003197 en date du 27 décembre 2000 portant création de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013303-0008 en date du 30 octobre 2013 portant Composition du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;
- Vu la délibération N°05-65//2014 du 11 avril 2014 portant Approbation du Procès-verbal d'Installation du Conseil communautaire de la CACEM – Election du Président et des Vice-Présidents ;

- Considérant le rapport du Président,

« Objet »

Ce rapport a pour but de présenter aux membres du Conseil communautaire, le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique et son rapport environnemental, porté par la Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM).

Exposé

Contexte

La Collectivité Territoriale de Martinique procède réglementairement à l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets.

Les travaux d'élaboration ont commencé en septembre 2017 par la réalisation de l'état des lieux et se sont poursuivis dans le cadre d'une démarche de concertation intégrant un COPIL technique, des ateliers thématiques, information à la population et consultation de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) dédiée à ce plan.

Conformément à l'article R 541-22-1 du code de l'environnement, le projet de plan et le rapport environnemental associé ont donc été soumis à la CCES. La CACEM y est notamment représenté par Monsieur PACQUIT (Titulaire) et Madame GARON (Suppléante).



La CCES a approuvé le projet de document lors de sa séance du 19 février 2019.

La CTAP (Conférence Territoriale de l'Action Publique) du 09 avril 2019 a également approuvé le document.

En vertu des articles L 541-14 et R 541-22-1 du code de l'environnement, la procédure prévoit la consultation des autorités organisatrices de collecte et de traitement des déchets.

Puis, suivront l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, l'arrêt du projet de Plan par l'Assemblée de la CTM, la mise en enquête publique et enfin l'approbation par l'Assemblée de la CTM. Objectif : Approbation fin 2019. Le plan a une durée de validité de 12 années.

Dans le respect de la loi LTECV et compte tenu de la situation locale, un scénario de Plan a été retenu par la CCES de novembre 2018.

Ce scénario fera l'objet d'une présentation détaillée en séance par la représentante de la CTM.

POINT DE VIGILANCE SOULIGNES PAR LA DIRECTION GESTION DES DECHETS :

➤ **Le tri à la source des biodéchets ménagers**

Le Plan décline localement cette obligation.

L'article L 541-1 du code de l'environnement dispose que le Service Public de Gestion des Déchets développe le tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets, avant 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de séparer ses biodéchets des ordures ménagères et de les valoriser.

Cette séparation peut se faire soit :

- *Par collecte séparée en porte à porte*
- *Par compostage à domicile ou par compostage collectif.*

Compte tenu des limites budgétaires des collectivités et des contraintes techniques relatives à la collecte en porte à porte de ce type de déchets (dotation en bacs dédiés, fréquence minimale hebdomadaire de collecte, question sanitaires), il apparaît plus pertinent pour la CACEM de se consacrer à une véritable politique de compostage sur son territoire.

Les actions actuelles liées au développement du compostage devraient donc être renforcées et redimensionnées au sein d'un véritable programme à part entière à la CACEM.

➤ **Les ressources financières dédiées à la mise en œuvre du Plan**

Le déploiement de ce Plan nécessitera dans les 6 à 8 ans à venir pour les 3 EPCI et le SMTVD la mobilisation d'environ :

- *18 400 000€ en actions de prévention des déchets, renforcement des collectes sélectives, études diverses et actions de communication ;*
- *46.400 000€ pour les déchèteries (9), centre de tri, mise à niveau valorisation énergétique de l'UTVD.*

Une attention particulière devra être portée à la programmation de ces ressources financières.

Avis de la Commission eau assainissement environnement et énergies renouvelables



Les membres de la Commission, en séance du 25 mars 2019, ont examiné ce point, et n'ont pas émis d'objection.

Avis du Bureau communautaire

Le BC est favorable à la mise en œuvre du PPGDM, et émet quelques recommandations que le Plan devra aborder, notamment à:

- **Augmenter la capacité de l'Usine à traiter les déchets : modernisation de celle-ci et possibilité d'extension**
- **Insister davantage sur le déploiement du programme du tri**
- **Préciser davantage les solutions de traitement des sédiments et des boues littorales**

Proposition

Les membres du Conseil communautaire sont invités à se prononcer sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique. ».

Après délibération, DECIDE,

D'approuver le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique. (PPGDM).

**Pour extrait certifié conforme,
Fort-de-France, le - 3 MAI 2019**

**Pour le Président absent et par délégation,
le 1er Vice-Président faisant fonction,**



Didier LAGUERRE

AFFICHE LE

- 7 MAI 2019





**TABLEAU RÉCAPITULATIF
DES AVIS ÉMIS PAR LES STRUCTURES
CONSULTÉES CONFORMÉMENT A
L'ARTICLE R541-22 DUCODE DE
L'ENVIRONNEMENT
ET RÉPONSES APPORTÉES PAR LA CTM**

Structures consultées (article R541-22 du Code de l'Environnement)	Avis	Date	Synthèse de l'avis	Modifications éventuelles du Plan et du rapport environnemental pour tenir compte des avis
Préfecture de la Martinique	FAVORABLE	17/05/2019	Avis favorable sans réserves avec un rappel des conditions de réussite de la mise en œuvre du Plan sur le terrain	Pas de modifications
Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP)	FAVORABLE	09/04/2019	Avis favorable sans réserves	Pas de modifications
Conseil régional de Guadeloupe	FAVORABLE	04/06/2019	Avis favorable sans réserves L'avis liste les points du PPDGM qui concernent la Guadeloupe et précise que des orientations similaires sont prises dans le Plan de la Guadeloupe	Pas de modifications
Collectivité Territoriale de Guyane	NEUTRE	29/04/2019	Pas d'avis émis dans le courrier de réponse qui accuse bonne réception des documents et indique que le Plan de Guyane est en cours d'élaboration. Il précise qu'à ce stade, la CTG souhaite favoriser le développement de filières locales et que les modalités de partenariats futurs et de mutualisation seront étudiées dans le cadre de cette élaboration.	Pas de modifications
CAP NORD MARTINIQUE	FAVORABLE	21/05/2019	Avis favorable sans réserves	Pas de modification
CAESM	FAVORABLE	02/04/2019	Avis favorable sans réserves	Pas de modification
SMTVD	FAVORABLE	04/04/2019	Pas de réserves mais une précision dans le courrier accompagnant la délibération concernant l'Unité de traitement et de valorisation des déchets de Fort de France (l'incinérateur). Le SMTVD indique maintenir le projet de développer cette installation comme prévu dans le plan précédent, avec la construction d'une troisième ligne d'incinération. Cette extension pourrait être une unité de combustion de combustibles solides de récupération ou de combustibles dérivés de déchets. Une étude a été lancée à cet effet et le SMTVD devrait être fixé d'ici la fin 2019.	<p>Pas de modifications. Courrier de réponse au SMTVD indiquant que :</p> <p>1 - Le Plan recommande au chapitre V, §6,1,2, le recours à ces unités CSR en cas de nouveau four de combustion, et ouvre également vers la valorisation énergétique de déchets à haut PCI qui sont qualifiés de Combustibles Dérivés de Déchets (CDD). La construction d'une ligne spécifique à ce type de combustion sur le site de l'incinérateur de Morne Dillon est donc possible dans le Plan.</p> <p>2 - le Plan a retenu comme principe fondateur le respect de la hiérarchie des mode de traitement. Aussi le développement du tri et du recyclage sont à prioriser afin d'atteindre les objectifs de valorisation matière du Plan qui sont importants.</p>

Structures consultées (article R541-22 du Code de l'Environnement)	Avis	Date	Synthèse de l'avis	Modifications éventuelles du Plan et du rapport environnemental pour tenir compte des avis
CACEM	FAVORABLE	24/04/2019	<p>Avis favorable avec les recommandations suivantes :</p> <p>1- "Augmenter la capacité de l'Usine à traiter les déchets : modernisation et celle-ci et possibilité d'extension"</p> <p>2- "Insister davantage sur le déploiement du programme de tri"</p> <p>3- "Préciser d'avantage les solutions de traitement des sédiments et des boues littorales"</p>	<p>Pas de modifications.</p> <p>Courrier de réponse sur les points suivants :</p> <p>1- Conformément aux articles R541-17 et R541-18 du code de l'environnement, si l'UIOM de Fort de France ne passe pas en unité de valorisation énergétique au sens de la réglementation, elle ne pourra traiter en 2035 que 50 % de la quantité des déchets non dangereux non inertes admis en incinération en 2010, soit 51 600 t. Les travaux de modernisations engagés par le SMTVD et demandés par le Plan (chapitre V, §6.1.2 et §9.1.4.1) devraient permettre à l'UIOM de passer en valorisation énergétique et s'affranchir de cette limite.</p> <p>Toutefois, l'atteinte des objectifs de prévention et de valorisation, dans le respect de la hiérarchisation des modes de traitement, devrait réduire à 91 000 tonnes les quantités de résiduels à valoriser énergétiquement en 2031, (chapitre III, §2.5.2). Pour assurer la transition vers l'indépendance énergétique de la Martinique, le Plan recommande en cas de nouveau four à combustion, le recours à des installations de valorisation de combustibles dérivés de déchets (chapitre V, §9.1.4.1). L'UIOM pourrait envisager la mise en œuvre de technologie et d'équipement permettant de valoriser ce flux et assurant la sécurisation et la pérennité du traitement existant.</p> <p>2 - Le Plan prévoit une augmentation des quantités de déchets de collecte sélectives collectées de 129% soit +7500 tonnes et incite chaque collectivité à mettre en œuvre les actions et à déployer les moyens nécessaires pour y arriver. Les actions retenues pour ce faire et notamment améliorer le tri sont détaillées dans le Plan au Chapitre VII.</p> <p>3- Concernant les sédiments de dragage et curage, dans le contexte local, les solutions de traitement doivent tenir compte de leur localisation et leur caractérisation. Le Plan prévoit de mener une réflexion conjointe à la problématique des terres polluées, conformément au SDAGE en vue d'élaborer un schéma territorial des sédiments dont les prescriptions seront annexées au PPGDM. D'ores et déjà Le PPGDM recommande, entre autres, la réduction des pollutions liées aux rejets pluviaux en amont des ports, le développement de traitement in situ en priorité et la création de plateforme de traitement. Les orientations et actions retenues par le Plan sont présentées au point 7.1.3 du chapitre V. Les études et projets en cours sur le territoire pourraient permettre de définir à court terme des méthodologies voire des adaptations réglementaires facilitant la prise en charge, la valorisation et le traitement de ces déchets.</p>



Mission régionale d'autorité environnementale

Martinique

**Avis de l'autorité environnementale
sur le rapport d'évaluation environnementale stratégique
du projet de plan de prévention et de gestion des
déchets de la Martinique (PPGDM)**

n°MRAe 2019AMAR2

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la Martinique a délibéré le 26 avril 2019 sur l'avis relatif au plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique.

Étaient présents et ont délibéré : MM. José NOSEL et Thierry GALIBERT.

En application de l'article 9 du règlement intérieur du CGEDD, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

* *

La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de la Martinique a été saisie le 1er mars 2019 par la collectivité territoriale de Martinique (CTM) pour avis de l'Autorité environnementale. Le dossier présenté a été reconnu « complet et recevable » et a été pris en compte par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) à réception du dossier « numérique » transmis le 7 mars 2019. Cette saisine est conforme à l'article R. 541-23 (I) du code de l'environnement. Conformément à l'article R. 122-21 (IV) du même code, l'avis doit être formulé dans le délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-21 (II) du même code, la DEAL, agissant pour le compte de la MRAe, a consulté par mail daté du 15 mars 2019 les services, du Préfet de la Martinique au titre de ses attributions en matière d'environnement, de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) de la Martinique et du représentant de l'État en mer mentionné par le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 pour l'Outre-Mer.

L'avis de l'ARS a été pris en compte le 30 avril 2019. Les autres services, régulièrement consultés ci-avant, sont réputés n'avoir aucune observation à formuler.

L'Ae rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

L'évaluation environnementale des projets de plans et documents est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Elle est diligentée au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du plan ou du document sur l'environnement, à un stade où les inflexions sont plus aisées à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement. L'avis de la MRAe, autorité environnementale désignée par la réglementation, porte sur la qualité de l'évaluation environnementale restituée par la personne publique responsable dans le rapport de présentation et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou le document. Il ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document. Il n'est ni favorable, ni défavorable.

Conformément aux articles L.122-4 et L.122-9 du code de l'environnement, la personne publique responsable de la procédure :

- prend en considération l'avis de l'autorité environnementale, au même titre que les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public, pour modifier, le cas échéant, le plan, schéma, programme ou document avant de l'adopter ;
- est tenue de mettre à disposition du public et de l'Autorité environnementale les informations relatives à la manière dont elle a pris en compte ces avis, observations et propositions.

L'avis est publié sur le site des MRAe (<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>) et sur le site de la DEAL (<http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/avis-et-decisions-rendus-par-la-mrae-martinique-a1260.html>)

Synthèse de l'avis

Le plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique est présenté en application des dispositions de la loi NOTRe du 7 août portant nouvelle organisation de la République, en ce qui concerne les attributions des collectivités régionales en matière de planification et de gestion des déchets (articles 8 et 9) et du décret n° 2016-811 du 17 juin 2016, consolidé, relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Ce document constitue un outil de planification globale de la prévention et de la gestion de l'ensemble des déchets produits sur le territoire Martiniquais et a pour ambition de se substituer à l'ensemble des plans de prévention et de gestion de déchets antérieurs qu'il s'agisse de déchets ménagers, de déchets en lien avec l'activité économique ou de déchets sanitaires.

Ce plan a, également, la charge de participer à l'atteinte des objectifs nationaux fixés par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (Loi LTECV) et plus particulièrement à ceux concernant la lutte contre les gaspillages et la promotion de l'économie circulaire : de la conception des produits à leur recyclage ayant pour effet, d'ici l'échéance 2025, de réduire de moitié les quantités de déchets mis en décharge et, pour ce faire, de prioriser la valorisation l'ensemble des déchets.

Si le plan produit semble répondre aux strictes attentes réglementaires, l'analyse de ce dernier et de son rapport d'évaluation environnementale stratégique par la MRAe met en évidence un certain nombre de carences déterminantes telles que :

- l'absence de bilan de mise en œuvre de certains des plans de prévention et de gestion des déchets antérieurs voire, l'absence de prise en compte de leurs conclusions dans le projet présenté,
- l'absence d'identification des zones « fragiles » et / ou à forts enjeux environnementaux que les futurs projets d'installations et d'équipements portés par le plan devront éviter,
- l'absence de spatialisation et d'évaluation des installations et équipements préexistant conditionnant leur maintien, leur développement ou leur fermeture tel que prévus par le cadre réglementaire du plan projeté et par les enjeux environnementaux rencontrés,
- le faible développement porté sur l'évaluation des incidences environnementales potentielles du plan et des installations projetées (*listées pages 117 à 120 du plan*) et aux mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement correspondantes (*ce chapitre ne constituant que 12 % du rapport environnemental*),
- l'aspect très lacunaire des indicateurs environnementaux et modalités de suivi des incidences environnementales du plan au regard de leur pertinence, de leurs modalités de mise en œuvre (*occultée*) et de l'absence d'établissement d'un état « zéro » permettant de pouvoir conduire un réel suivi environnemental et de produire les bilans requis dans la perspective des évolutions futures du plan présenté.

La MRAe recommande :

- ***D'intégrer l'analyse des bilans des plans précédents et des impacts de la gestion actuelle des déchets en mettant en évidence les éléments nécessaires à l'évaluation des évolutions prévues par le plan, notamment, en ce qui concerne les zones les plus fragiles du territoire,***
- ***De développer l'analyse des effets du plan au niveau du territoire en tenant compte de ses spécificités environnementales et de ses conséquences sur le maintien ou l'extension souhaitable d'installations existantes ainsi que sur les éventuelles créations d'installations nouvelles,***
- ***De compléter la caractérisation des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement (ERCA) au vu des points précédents, d'intégrer ces mesures dans le plan lui-même afin de les rendre opposables et de pouvoir conditionner efficacement la planification cohérente des installations de traitement des déchets sur le terrain.***
- ***De développer et étayer le chapitre relatif aux indicateurs de suivi environnementaux du plan, d'en préciser les modalités de mise en œuvre en intégrant, pour chacun, un état de référence fiable dit « état zéro ».***

I- Contexte réglementaire et application au PPGDM

Le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012, relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement a été pris pour application de l'article L122-1 du code de l'environnement, lui-même modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Il complète la transposition en droit français de la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Ces textes ont pour objet de poser le cadre réglementaire de l'évaluation des effets, potentiels ou avérés, des plans et programmes sur l'environnement, avant leur adoption ce, conformément aux dispositions des articles L.122-4 à L.122-11 et R.122-17 et suivants du code de l'environnement.

La planification des déchets, prévue par la loi NOTRe du 7 août 2015 et précisée par le décret du 17 juin 2016, relève désormais de la compétence des conseils régionaux et, pour la Martinique, de la collectivité territoriale de la Martinique (CTM).

Si l'esprit de la planification de la gestion des déchets a peu évolué, en imposant aux régions d'établir un état des lieux de tous les déchets, de dresser des scénarii prospectifs et de planifier les installations de traitement correspondantes, le contexte global de la gestion des déchets a, lui, fortement évolué ces dernières années, renforçant clairement l'exigence de précision des plans et de mise en œuvre des objectifs nationaux rappelés ci-après.

La collectivité territoriale de la Martinique (CTM), exerçant les compétences d'une région mono-départementale, a donc la charge de l'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique (PPGDM), qui se substituera aux trois types de plans déjà existants en la matière :

- le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PPGDND), approuvé par le Conseil Général de la Martinique le 22 septembre 2015,
- le plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics (PDGDBTP), approuvé par arrêté préfectoral du 29 janvier 2007,
- le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS) de la région Martinique, adopté le 1^{er} décembre 1998.

Selon les dispositions de l'article L.541-15 du code de l'environnement, les décisions prises par les personnes de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets en Martinique, doivent être compatibles notamment avec le PPGDM, celui-ci leur étant « opposable » de fait.

Ce plan revêt une valeur prescriptive en ce sens qu'il fixe les stratégies locales en matière de prévention et de gestion des déchets, qu'il doit établir des scénarii et des projections conformes aux dispositions légales qu'il est en charge de mettre en œuvre et qu'il conditionne la planification des exutoires, installations et filières nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés. (*objectifs de la loi de transition énergétique - LTECV*)

Le PPGDM, prévu par l'article L.541-13 du code de l'environnement, est soumis à évaluation environnementale stratégique systématique (EES) en application des dispositions de l'article R.122-17 I 20° de ce même code.

En application des dispositions de l'article R.122-17 IV 2°, la mission régionale d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (*mission régionale de l'autorité environnementale de la Martinique (MRAe) ici*) est compétente pour émettre son avis qui portera, d'une part, sur la qualité du rapport d'évaluation environnementale stratégique versée au dossier et, d'autre part, sur la prise en compte de l'environnement par le plan qui lui est associé.

L'avis de la MRAe est fondé sur l'analyse du dossier présenté et soumis à enquête publique comportant :

- **le projet de plan lui-même** dont le contenu est défini par l'article R.541-16 du code de l'environnement, intégrant notamment :
 - Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets (110 pages) comprenant ;
 - *Un inventaire des déchets par nature, quantité et origine,*
 - *Un descriptif des mesures existantes, à l'échelle de la Martinique, en faveur de la prévention des déchets ménagers et assimilés prévus à l'article L.541-15-1 CE,*
 - *Une description de l'organisation de la collecte des déchets et, notamment, un état des lieux de la mise en œuvre d'une tarification incitative et l'analyse de ses performances en termes de prévention et de collecte séparée des déchets,*
 - *Un recensement des installations et ouvrages existants qui gèrent des déchets et des capacités de déchets qu'ils peuvent accepter,*
 - *Un recensement des projets d'installations de gestion de déchets pour lesquels une demande d'autorisation d'exploiter, une demande d'enregistrement ou une déclaration a été déposée en application du code de l'environnement ainsi que des projets de grands travaux prévus dans d'autres documents de planification.*
 - Une prospective à termes de six et de douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites sur le territoire, intégrant les évolutions démographiques et économiques prévisibles. Cette prospective intègre, notamment, une évaluation du gisement disponible pour des installations de valorisation des déchets triés en provenance des entreprises en conformité avec l'article L.541-21-2 CE. Deux scénarios sont établis, l'un avec prise en compte des mesures de prévention mentionnées au 4° du présent livre Ier CE, l'autre sans prise en compte de ces mesures,
 - Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux définis à l'article L.541-1 CE de manière adaptée aux particularités territoriales et des indicateurs qui pourront en rendre compte lors du suivi du plan. Ces objectifs peuvent être différenciés, en particulier, selon la nature des déchets,
 - Une planification de la prévention des déchets à termes de six et de douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de prévention des déchets précités ainsi que leur calendrier,
 - Une planification de la gestion des déchets à termes de six et de douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de gestion des déchets précités ainsi que leur calendrier. Le plan mentionne, notamment, les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ces objectifs et de gérer l'ensemble des déchets pris en compte dans le respect des limites fixées à l'article R.541-17 CE en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance, appliqués de manière proportionnée aux flux de déchets concernés et adaptée au bassin de vie,
 - Les mesures permettant d'assurer la gestion des déchets dans des situations exceptionnelles.
 - Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire (PRAEC) telle que défini à l'article L.110-1-1 CE.
- **le rapport d'évaluation environnementale stratégique du projet de ce plan**

dont le contenu est défini par l'article R.122-20 du code de l'environnement, intégrant notamment :

- Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront, eux-mêmes, faire l'objet d'une évaluation environnementale,
- Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone ou s'appliquera le plan et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan.
- Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients au regard des deux points précédents,
- L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan a été retenu, notamment, au regard des objectifs de protection de l'environnement.
- L'exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel, architectural, archéologique et les paysages. Ces effets sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou, encore, en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan avec d'autres plan, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plan, schémas, programmes ou documents de planification connus,
- La présentation successive des mesures prises pour :
 - **Éviter les incidences négatives du plan sur l'environnement et la santé humaine,**
 - **Réduire l'impact des incidences du plan qui n'auront pu être évitées,**
 - **Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan sur l'environnement et la santé humaine qui n'auront pu être ni évitées ou suffisamment réduites. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.**
- La présentation des critères, indicateurs et modalités, y compris les échéances, retenus pour :
 - **Vérifier, après l'adoption du plan, la correcte appréciation des effets défavorables du plan sur l'environnement tels qu'identifiés dans l'exposé des effets notables probables du plan évoqué c-avant ainsi que le caractère adéquat des mesures d'évitement, de réduction et de compensation adoptées et portées dans le rapport,**
 - **Identifier, après l'adoption du plan, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.**
- Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales du plan et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré.
- **Les résumés non techniques du plan et de son rapport d'évaluation environnementale stratégique.**
- **Un jeu d'annexes numérotées de 1 à 10.**

II- Présentation du PPGDM

II- 1 Objet et finalité d'un plan unique de prévention et de gestion des déchets pour la Martinique

Le plan vise à coordonner, à l'échelle régionale et pour une plus grande efficacité, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets et à favoriser la transition vers une économie circulaire privilégiant le recyclage et la valorisation des déchets.

C'est un **document de fusion** regroupant et se substituant aux trois plans de prévention et de gestion des déchets antérieurs (*déchets non dangereux, déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics, et déchets industriels et spéciaux*).

C'est un **document de cohésion**, opposable aux tiers (art. L.541-15 CE), coordonnant les moyens à mettre en œuvre pour la bonne atteinte des objectifs nationaux fixés par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). L'ensemble des décisions prises par les personnes de droit public en matière de prévention et de gestion des déchets devront être rendues compatibles au plan. Celui-ci détermine et priorise l'ensemble des installations devant être créées, modifiées ou fermées et en conditionne la réalisation dans le respect de l'environnement.

C'est un **document de synthèse** qui doit prendre en compte l'ensemble des grands enjeux environnementaux, démographiques, économiques à l'échelle du territoire Martiniquais afin de participer aux changements comportementaux et évolutions technologiques permettant de répondre aux objectifs du plan.

Le plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique a ainsi vocation à :

- **Accompagner les acteurs institutionnels et économiques** dans l'évolution de la politique déchet pour répondre aux enjeux territoriaux et aux nouveaux objectifs de transition énergétique et de croissance verte :
 - Par une approche intégrée des enjeux et moyens du territoire, et des synergies entre les acteurs locaux,
 - Par une articulation forte aux politiques d'économie circulaire,
 - Par une déclinaison opérationnelle sur l'ensemble du territoire.

Le plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique intègre l'ensemble des déchets suivants (R.541-15 CE) qu'ils soient « dangereux », « non dangereux – non inertes » ou « non dangereux - inertes » comprenant :

- Les déchets produits sur le territoire par les ménages, les activités économiques, les collectivités, les administrations,
- Les déchets gérés en Martinique : collectés ou traités dans une installation de collecte ou de traitement de déchets, utilisés dans une installation de production en substitution de matière première, dans une installation de production d'énergie, dans une carrière ou dans la construction d'ouvrages de travaux publics, y compris produits de dragage, en substitution de matière première,
- Les déchets importés pour être gérés en Martinique, exportés pour être gérés hors du territoire.

Le plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique intègre des objectifs nationaux (LTECV), soit :

1. Réduction de 10 % de la production des Déchets Ménagers et Assimilés en 2020 par rapport à 2010 et des quantités de Déchets d'Activités Économiques par unité de valeur produite
2. Développement du réemploi et augmentation la quantité des déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation (objectifs quantitatifs par filière), notamment des équipements électriques et électroniques, des textiles et des éléments d'ameublement
3. Valorisation matière de 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets **non dangereux non inertes** (extension des consignes de tri au plus tard en 2022, tri à la source et de la valorisation des biodéchets des ménages d'ici 2025, extension progressive de la tarification incitative (15 millions d'habitants couverts en 2020 et 25 millions en 2025, réduction de 50 % les quantités de produits manufacturés non recyclables mis sur le marché avant 2020,...)
4. Valorisation de 70 % des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020
5. Limitation en 2020 et 2025 des capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (-30/-25 %, puis -50 % par rapport à 2010)

Nota bene : Le Plan devra mentionner les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ces objectifs, en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance, appliqués de manière proportionnée aux flux de déchets concernés

Le plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique planifie les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ces objectifs et de gérer l'ensemble de déchets pris en compte, dans le respect des limites mentionnées à l'article R. 541-17 du code de l'environnement, en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance, appliqués de manière proportionnée aux flux de déchets concernés (*déchets non dangereux non inertes, déchets non dangereux inertes ou déchets dangereux*) et adaptée aux bassins de vie.

Il a une valeur prescriptive et doit être pris en compte, dans un rapport de compatibilité, par l'ensemble des documents de planification territoriale.

Les limites de l'efficacité de ce plan sont tributaires, pour l'essentiel, de la bonne connaissance et de la traçabilité des flux de déchets, des performances des filières pré-existantes en matière de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets, des taux de valorisation et des disparités des installations en nombre et en maillage.

Le suivi de la mise en œuvre de ce plan ainsi que celui de la bonne atteinte des objectifs de la LTECV, déclinés sur le territoire Martiniquais, dépend de l'établissement d'indicateurs fiables et aisément quantifiables pouvant, par exemple, être relayés au travers d'un observatoire dédié accessible du grand public.

II.2 Présentation synthétique du projet de PPGDM

Le plan projeté recouvre l'ensemble du territoire Martiniquais constitué de 34 communes, concernant une population de 376 480 habitants (*source INSEE – 1^{er} janvier 2016*) en décroissance régulière depuis plus de 10 ans (*-4500 habitants par an*), réparties dans trois établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : la communauté d'agglomération du Nord Martinique (CAP Nord), la communauté d'agglomération du centre de la Martinique (CACEM) et la communauté d'agglomération de l'espace sud de la Martinique (CAESM).

Ces trois EPCI assurent la compétence en matière de collecte et de tri des déchets tandis que le traitement des déchets est assuré par un syndicat mixte : le syndicat

Martiniquais pour le traitement et la valorisation des déchets (SMTVD) et des entreprises de droit privé (*Seen, E-Compagnie, Evea, MétalDOM, Véolia, etc.*).

En 2016, près de 202 000 t de déchets ménagers et assimilés non dangereux et non inertes ont été collectés en Martinique, ce qui représente une production moyenne de 523 kg/an/habitant contre 458 en métropole. Ces déchets ont principalement été traités en installations de stockage, d'incinération, de compostage, de tri et de recyclage pour seulement 16 % d'entre eux.

Les enjeux économiques et environnementaux associés au plan sont importants : l'insularité, la disponibilité réduite du foncier, l'éloignement influent fortement sur les modes de gestion et de traitement de ces déchets.

La motivation première du PPGDM est de prévenir la production de ces déchets et d'optimiser leurs filières de recyclage, de valorisation et de traitement dans le respect des objectifs nationaux fixés par la LTECV.

Le 6 juillet 2018 s'est tenu la première réunion de la commission consultative d'élaboration et de suivi de la mise en œuvre du PPGDM.

III. Principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe

Au regard des spécificités du territoire et des effets potentiels du plan, la MRAe identifie les enjeux suivants :

- Santé publique visant à limiter l'incidence des pollutions et activités associées sur la santé humaine (*émergences sonores, poussières, pénibilité...*) et favorisant la lutte contre les maladies exogènes (*leptospirose, dengue, chikungunya...*).
- Préservation de la ressource en eau, particulièrement impactant en Martinique, du fait de la vulnérabilité et du caractère stratégique de certaines masses d'eau. (qualité de la ressource, risques de pollution et santé publique).
- Consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, dans une logique privilégiant leur conservation, la conservation de la sole agricole, la protection du patrimoine et des paysages ainsi que la gestion raisonnée et durable des ressources naturelles (*prévention et encadrement des incidences des installations potentiellement envisagées ou déclinées dans le plan*).
- Préservation de la qualité de l'air visant à limiter la production de gaz à effets de serre, à favoriser la maîtrise de la consommation énergétique à la source ainsi qu'à agir en faveur de la santé publique (*selon la hiérarchie des modes de traitement et la nature des installations dont la création / extension sont portées par le plan*).
- Risques naturels dans une logique d'anticipation des événements majeurs en termes de production de déchets et de prise en compte dans la planification de la gestion des déchets et des installations afférentes.

IV. Analyse de la qualité de l'évaluation environnementale

IV.1 Sur le caractère complet du rapport environnemental

Le rapport d'évaluation environnementale stratégique (EES), versé au dossier, doit identifier, décrire et évaluer les incidences notables sur l'environnement du plan selon une trame documentaire précisée à l'article R.122-20 du code de l'environnement.

À ce titre, il doit comporter :

- ✓ une présentation générale du plan ;

- ✓ l'articulation du plan avec les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ;
- ✓ Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné ;
- ✓ les perspectives de son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre ;
- ✓ les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan ;
- ✓ les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan
- ✓ l'exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- ✓ les solutions de substitution raisonnables examinées par le pétitionnaire et les motifs du projet retenu, notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;
- ✓ la présentation successive des mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives notables du plan ;
- ✓ la présentation des critères, indicateurs et modalités de suivi ;
- ✓ Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport d'EES ;
- ✓ un résumé non-technique des informations prévues ci-dessus.

Le contenu du rapport environnemental respecte les dispositions réglementaires et les recommandations afférentes du guide méthodologique de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets même si, sur le fond, certaines données sont manquantes.

La MRAe relève que les documents produits sont plutôt bien structurés et agrémentés de nombreux schémas, logigrammes, cartes, tableaux et éléments de synthèse permettant d'enrichir le dossier par des données extraites de l'observatoire des déchets de la Martinique.

Toutefois, la répartition du traitement des différents items du rapport d'évaluation environnementale stratégique est totalement disproportionnée. En effet, la description de l'état initial de l'environnement et des effets de la gestion actuelle des déchets occupent près des neuf dixièmes (90%) du document. La présentation des incidences environnementales du plan, qui devrait, au sens de l'évaluation environnementale, constituer la principale pièce du dossier, est, quant à elle, traitée en seulement dix-huit pages.

IV.2 Analyse de l'état initial de l'environnement et du diagnostic relatif à la gestion des déchets

Portant sur l'ensemble du territoire martiniquais, l'état initial de l'environnement, bien que globalement suffisant, est établi sur la base du profil environnemental produit en 2009 et, à ce titre, aurait pu être actualisé et enrichi, notamment, sur la base d'une approche territorialisée faisant état, par exemple, d'un inventaire des décharges recensées sur le territoire et de l'état des lieux des déchetteries implantées ou projetées et de leur bilan d'exploitation (*capacités de traitement, niveau d'efficacité du tri sélectif...*).

De la même manière, certaines des données produites ne sont pas justifiées ou explicitées (*volume des boues de station d'épuration produites*) quand elles ne sont pas quasiment oubliées (*volume des graisses, sables et refus de dé-grillage des stations d'épuration, quantification des rejets de distillerie...*).

Le rapport aborde l'ensemble des thématiques environnementales : l'air, les gaz à effet de serre, l'eau, les sols, les ressources naturelles, les milieux naturels et la biodiversité, les paysages et le patrimoine culturel, le bruit, les risques. Un tableau synthétise de façon pertinente la sensibilité du milieu au regard de l'analyse des forces et faiblesses.

Les sensibilités fortes qui se dégagent sont liées à la pollution par les gaz à effet de serre, la pollution de l'eau, la pollution de l'air, les milieux naturels et les risques naturels.

Les enjeux en termes de santé publique liés, notamment aux émissions de gaz à effet de serre et de dioxines sont faiblement traités et les données relatives à la qualité des eaux de baignade incomplètes voire, obsolètes.

La MRAe recommande de compléter et d'enrichir les données environnementales de l'état initial de l'environnement dans la perspective de pouvoir l'exploiter au titre de l'établissement des « états zéro » requis au titre du suivi environnemental des incidences du plan.

En ce qui concerne le diagnostic de la gestion des déchets en Martinique, il n'est pas fait état de l'incidence des installations existantes pas plus que du bilan des précédents plans de prévention et de gestion des déchets qui auraient pu mettre en évidence leurs forces et faiblesses dans la perspective de les intégrer dans le futur plan et d'identifier clairement les défis auxquels il devra faire face.

L'état des lieux initial a été établi en 2012. Le gisement des déchets non dangereux produits en Martinique représentait 285 000 t dont 203 300 t de déchets ménagers et assimilés collectés.

Le plan recense également 54 000 t de déchets des activités économiques collectés par les opérateurs privés et 28 000 t de déchets d'assainissement.

Le ratio d'ordures ménagères et assimilées est équivalent à celui de 2009. La production est en stagnation et n'a pas amorcé de baisse alors que la population se réduit de 4 500 habitants par an, en moyenne, depuis 2008. De nombreux efforts de réduction à la source et de prévention sont à faire pour atteindre l'objectif fixé par le Grenelle.

Concernant les caractéristiques de la gestion initiale des déchets non dangereux, il est regrettable que le synoptique, présentant les différents flux de déchets non dangereux en 2012, soit illisible. Il mériterait d'être retravaillé avec une police de caractère plus grande.

Le rapport mentionne la problématique des dépôts sauvages. Un recensement a été entrepris par l'association Entreprise Environnement. En 2015, 3 510 dépôts sauvages ont été répertoriés. Il aurait été intéressant de préciser, au moins en volume, ce que ces quantités de déchets sauvages collectés représentent vis-à-vis du gisement global. Il est regrettable que le rapport ne mentionne pas le risque sanitaire, les dépôts de déchets non autorisés favorisant la prolifération des maladies vectorielles.

Ce chapitre répond, globalement, aux attentes réglementaires en la matière en étant construit sur un rappel de principes généraux déclinés par thématiques mais, ne fait pas toujours apparaître de données spécifiques au territoire martiniquais et n'exploite pas les bilans environnementaux des précédents plans de prévention et de gestion des déchets en Martinique à l'instar de celui du PEDMA approuvé en 2015.

À ce titre, il ne permet pas de comprendre la synthèse des enjeux environnementaux produite et sur laquelle les orientations et objectifs du plan devraient être établis.

La MRAe recommande de présenter et de prendre en compte le bilan environnemental des précédents plans de prévention et de gestion des déchets, lorsqu'ils existent ou ont été explicitement prévus ainsi que les incidences environnementales associées à la gestion actuelle des déchets intégrant, en particulier, l'évaluation environnementale des incidences des installations pré-existantes.

Le rapport environnemental mettra ainsi en évidence les éléments de diagnostic nécessaires à l'évaluation environnementale des évolutions prévues par le plan, en particulier, s'agissant des zones les plus fragiles du territoire (pression anthropique, santé publique) ou présentant un degré de sensibilité environnementale élevé (biodiversité, patrimoine, paysage).

IV.3 Articulation avec les plans et programmes

Ce volet est traité de manière purement informative au titre des « objectifs de référence » en rappelant à minima, le contenu rapide et les orientations de certains d'entre eux interceptant les problématiques liées à la gestion des déchets. Il est d'ailleurs traité avant même la présentation des incidences du plan sur l'environnement.

De fait, il n'est pas indiqué dans cette partie les incidences du plan de gestion des déchets sur les autres plans et programme présenté alors que celui-ci revêt une valeur juridique particulière introduite par le code de l'environnement et qu'il est de nature à s'opposer à certains d'entre eux tels que les documents d'urbanisme.

La présentation, dans ce chapitre, du PPA, du SRCAE, du SDAGE, du SAR/SMVM, du Contrat de Plan État-Région (CPER), du Plan National Santé Environnement (PNSE) et du Plan Régional Santé Environnement (PRSE3) est ainsi pertinente mais aurait mérité un développement permettant d'explicitier en quoi le PPGDM est compatible ou prend en compte ces mêmes documents.

Concernant la planification de l'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale ont bien vocation notamment à déterminer les zones d'implantation des unités de gestion des déchets. Néanmoins, les implantations des équipements liés au plan sur le territoire ne sont pas précisément localisées. De plus, concernant le SAR/SMVM, la mention de sa révision en 2012 est erronée. Ses orientations ne sont ainsi pas celles du SAR 2014-2030, mais toujours celles établies au titre du SAR/SMVM approuvé en 1998 et révisé en 2005.

Par ailleurs, le projet de PPGDM gagnerait à tenir compte également de la Charte du Parc Naturel de Martinique (*adoptée par Décret n° 2012-1184 du 23 octobre 2012 portant classement du parc naturel régional de la Martinique*), du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) de la Martinique 2016-2021, approuvé le 30 novembre 2015 et du Programme Local de l'Habitat (PLH) de Cap Nord approuvé le 30 septembre 2016.

La MRAe recommande ainsi à la CTM de reprendre l'analyse de l'articulation du PPGDM avec les autres plans et programmes en s'intéressant aux effets qu'il pourra avoir sur ceux-ci et aux conditions nécessaires pour une bonne compatibilité de ces différents plans avec le futur PPGDM.

IV.4 Scénario tendanciel et Scénarii envisagés

Ce chapitre traite de trois scénarios dont un constitue un scénario par défaut, « scénario 0 » dit scénario « laisser faire », sans mise en œuvre du plan.

Ce « scénario 0 » ignore, de fait, la continuité des trois plans de prévention et de gestion des déchets antérieurs et encore en vigueur tant que le projet de plan visé ici n'est pas réputé « approuvé ». Il est regrettable que l'évaluation des performances et des incidences environnementales de la mise en œuvre de ces trois plans ne soient pas exploités ici encore alors qu'ils poursuivent toujours leurs objectifs propres.

La MRAe recommande d'actualiser le « scénario 0 » en prenant acte de la poursuite de la mise en œuvre des trois plans de prévention et de gestion des déchets auquel le PPGDM est supposé se substituer, ces derniers poursuivant

leurs effets en l'absence de mise en œuvre du PPGDM.

Les autres scénarios identifiés « 1 » et « 2 » coïncident avec la prise en compte des objectifs de la LTECV pour le premier et avec les objectifs du paquet « économie circulaire » de l'union européenne pour le second.

Une analyse est conduite afin de déterminer le scénario le plus performant, De fait, celle-ci est globalement traitée de manière empirique et ne revêt pas de fiabilité scientifique à l'exception de l'approche faite en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et de dioxines.

Par ailleurs, ses conclusions sont établies de manière peu explicite au travers de tableau de synthèse dont les « résultats » ne sont pas affectés, à minima, d'indices de fiabilité (*comme cela est habituellement requis dans le cas de l'évaluation des GES*) conduisant à certaines aberrations. Ainsi, la mise en œuvre des scénarios, non tendanciels, permet d'obtenir un solde d'émissions de gaz à effet de serre « négatif » alors que la démonstration d'une simple réduction de ces émissions aurait pu convaincre ; la manipulation, la valorisation et le traitement des déchets mobilisant toujours des énergies fossiles (*transport, unités de transformation, incinération...*).

L'analyse produite conduit ainsi à un choix biaisé, les objectifs de la LTECV devant être obligatoirement pris en compte par le plan en application des dispositions de l'article L.541-1 du code de l'environnement de manière « adaptée aux particularités régionales ». Or, la MRAE constate que la collectivité n'a envisagé aucune des dérogations prévues en application de l'article L.541-13 VI CE¹.

IV.5 Analyse des incidences environnementales du projet

L'analyse des effets liés à la mise en œuvre du plan, conduite en quinze pages, est établie en comparaison des effets présumés du scénario tendanciel sur quatre axes : les effets notables associés à la réduction de la production des déchets à la source, les effets de la collecte et du transport des déchets, les effets de la valorisation des déchets « matière » et « énergie », les effets du traitement terminal des déchets résiduels.

Le premier axe ne prend pas en compte, par principe, le transfert de gestion effectué vers les industriels et les usagers. Ce changement de comportement impliquant potentiellement des incidences environnementales spécifiques liées aux moyens mis en œuvre pour leur accompagnement voire aux adaptations requises en matière de production.

Le second axe, émetteur de GES, bénéficierait effectivement de la réduction de production des déchets à la source. Ce point doit tenir compte du fait que celle-ci sera de mise en œuvre progressive et, nécessairement, compensée par l'amélioration des réseaux et points de collecte, d'une part et, d'autre part, des réseaux et centres de valorisation des déchets, impliquant une augmentation des dessertes kilométriques et des émissions de GES correspondantes qui ne semblent pas avoir été intégrés ici.

¹ La prise en compte et la mise en œuvre des objectifs de la loi de transition énergétique ne peut faire l'objet que de dérogations limitées. Les objectifs des plans régionaux doivent « décliner les objectifs nationaux définis à l'article L. 541-1 ». Le plan exprime clairement les proportions de déchets envoyés dans les différents types d'installations, selon qu'ils sont réemployés, recyclés, éliminés, etc. (CAA Bordeaux 02/11/10). Le caractère strictement « limité » des dérogations proposées et les principes d'adaptation des objectifs nationaux aux particularités locales sont appréciés au travers de la jurisprudence. (TA Rennes, 24 mai 2017) Une dérogation ne peut ainsi porter que sur une part limitée de la population ou du tonnage des déchets (critère quantitatif) et, seulement, sur certains types de déchets (critère qualitatif). Une dérogation ne peut être érigée en « norme » et doit, en tout état de cause, être solidement étayée.

Le troisième axe, appelé à se développer très fortement, implique le développement des filières de valorisation et de recyclage qui, à priori, vont eux-mêmes s'avérer énergivores, consommateurs de ressource en eau, potentiellement polluants et émetteurs de GES. L'évaluation envisagée, bien que ne pouvant considérer la valorisation de certains matériaux bois et encombrants, pouvait déjà s'appuyer sur les incidences environnementales connues des installations existantes et prises en compte par le plan au titre des installations faisant l'objet d'autorisation en cours d'instruction ou à venir (à l'instar du CSR) voire, de transformation ou de fermeture (cas de l'incinérateur).

Le quatrième axe, est, pour partie, connu s'agissant de prendre en compte les incidences environnementales de l'enfouissement des déchets ultimes ou de leur incinération.

De la même manière, la prise en compte de la présence de la molécule de la chlordecone, notamment, dans les sédiments dragués reste à développer afin de caractériser « in fine » les conditions de traitement et de valorisation des déchets ainsi contaminés.

Le tableau produit en fin de chapitre aurait gagné en lisibilité si celui-ci avait intégré les données relatives à l'analyse des incidences environnementales du scénario tendanciel en valeurs de référence pour chacun des items listés.

La MRAe recommande :

- ***de développer l'analyse des incidences environnementales du plan, notamment au regard des enjeux identifiés par ses soins (cf. chapitre IV : santé publique - ressource en eau - consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers – Patrimoine et paysage – Qualité de l'air - Risques naturels), d'y intégrer celles qui se rapportent aux installations et équipements qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre les objectifs du plan et de compléter le tableau de synthèse produit en fin de chapitre en conséquence.***
- ***d'intégrer, en référence, dans le tableau de synthèse produit, les données relatives à l'évaluation des incidences environnementales du scénario tendanciel pour chacun des items listés.***

IV.6 Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet

Celles-ci ne sont pas spécifiquement identifiées par le plan du fait de l'absence de spatialisation des installations et équipements dont la création, l'extension voire la fermeture sont portées par le plan.

La MRAe recommande d'identifier et analyser dans le rapport les zones les plus fragiles du territoire (pression anthropique, santé publique) ou présentant un degré de sensibilité environnementale élevé (biodiversité, patrimoine, paysage) dès lors qu'elles se trouvent concernées par une ou plusieurs des installations dont la création, l'extension voire la fermeture sont portées par le plan.

IV.7 Mesures envisagées pour éviter, réduire, compenser et accompagner les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan

Ce volet est abordé en cinq pages dans le chapitre VII du rapport environnemental. L'Autorité environnementale a relevé plusieurs lacunes importantes :

- les mesures proposées sont pour la plupart trop générales, voire illusoirs pour certaines d'entre elles (notamment page 158 : « s'assurer de réaliser le transport des déchets dans des navires respectant les réglementations sur les émissions dans l'air et dans l'eau »), et présentées sans mentions des modalités de mise en œuvre et des études de faisabilité,
- les mesures ne sont pas rattachées directement aux incidences du plan préalablement identifiées, ni systématiquement aux enjeux environnementaux correspondants,
- il y a une confusion entre les mesures afférentes au niveau de la planification du PPGDM et les mesures propres au niveau des projets ; l'incidence de ces projets doit bien être anticipée à ce stade mais les mesures idoines ne doivent pas être étudiées à la même échelle,
- les mesures d'évitement des incidences négatives du PPGDM ne sont pas traitées car les mesures proposées sont mal classées.
- En effet et sur ce dernier point :
 - le plan ayant déterminé des objectifs de prévention des déchets, la prévention, en soi, ne peut constituer une mesure d'évitement des incidences négatives du plan,
 - l'évitement de la production de déchets liés au pilotage du plan ou des actions liées à la compétence gestion des déchets doit être plutôt considérée comme une mesure de réduction car, cette action ne permet pas, à elle seule, d'éviter les incidences environnementales notables du plan,
 - le réemploi des déchets inertes sur leurs sites de production doit être plutôt considérée comme une mesure de réduction car, ces déchets sont susceptibles également de faire l'objet d'une collecte, d'un transport et d'un traitement sur place, probablement de moindre mesure qu'une gestion externalisée mais, en tout état de cause, ne permettra pas d'éviter les incidences environnementales notables du plan,

Par ailleurs, le rapport environnemental n'aborde pas les incidences environnementales des différentes installations qu'il est prévu de mettre en place dans le cadre du plan (*déchetteries, centres de tri, centre de maturation des mâchefers, extensions des plate-formes de compostage, etc.*) alors que ces mêmes installations sont constitutives du plan.

Ainsi, pour une meilleure compréhension, lisibilité et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) des incidences notables probables de la mise en œuvre du plan, la MRAe recommande :

- ***d'établir des mesures d'évitement géographique des zones à enjeux environnementaux, en constituant par exemple une cartographie des sites et zones les plus favorables à l'implantation de toutes les installations de gestion des déchets sur la base des données environnementales produites par les services de la DEAL, disponibles sur son site internet : <http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/carte-dynamique-generale-protections-a113.html>²,***
- ***d'intégrer et compléter les mesures ERC sur les divers tableaux de synthèse des effets notables probables du plan pour chacune des catégories de gestion des déchets (tableaux n°37 à 41, pages 149 à 153),***
- ***de compléter les mesures ERC par l'établissement de mesures visant à éviter la création et la prolifération de gîtes à moustiques,***
- ***de préciser leurs modalités de mise en œuvre, leurs degrés de faisabilité ainsi que l'identité des entités devant les mettre en œuvre.***

² la carte ainsi produite serait utilement exploitée et déclinée dans les documents d'urbanisme (SAR, ScoT et PLU) auxquels, dans tous les cas, doivent se référer les porteurs de projets et collectivités susceptibles de créer les installations de collecte, de tri, de valorisation et de traitement induites par le PPGDM.

IV.8 Suivi environnemental de l'application du projet

Les indicateurs et modalités de suivi proposés doivent permettre de suivre les incidences environnementales du plan telles qu'elles ont pu être identifiées au titre des chapitres précédents au regard des enjeux, également, identifiés précédemment en relation avec ceux que l'autorité environnementale a pu relever de son côté.

La description des modalités de suivi souffre du défaut du rapport d'évaluation environnementale en matière d'analyse des incidences environnementales du projet de plan.

En effet, le choix a été fait de présenter uniquement des indicateurs dits de performance, ne permettant que le suivi indirect des incidences environnementales du plan, au détriment total des indicateurs dits d'état, permettant leur suivi direct.

Si le guide méthodologique de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets préconise la détermination principalement d'indicateurs de performance, il recommande également la détermination d'indicateurs d'état, à retenir parmi les descripteurs les plus significatifs par rapport aux enjeux identifiés comme prioritaires et dont la mise à jour régulière pourra être assurée. A ce titre l'enjeu de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, à la fois relevé par le rédacteur et par la MRAe, aurait mérité de donner lieu à la définition d'un indicateur d'état correspondant, aisément mesurable, notamment grâce aux informations contenues dans les demandes d'autorisation d'urbanisme.

De plus, la grille de lecture des indicateurs de suivi gagnerait à être enrichie des objectifs et des incidences environnementales du plan, conformément au guide méthodologique, afin d'en améliorer la lisibilité, la complétude ou la précision (par exemple, l'objectif de réduction de la production des déchets d'activités économiques pourrait donner lieu à la complétude du premier indicateur proposé)

Par ailleurs, pour optimiser l'exploitation de ces indicateurs, il conviendra de compléter les données de l'état de référence retenu (année 2016), certains de ces indicateurs ne disposant pas de valeur « état zéro » (*nombre de décharges sauvages, suivi des émissions de GES et polluants, suivi des incidents d'installations de traitement ...*) ce qui les rend inopérants, de corriger le tonnage 2016 des déchets issu de l'assainissement des eaux (*le rapport de présentation du plan en mentionne un tonnage de 11,5 kt de matière brute au lieu des 19 kt ici affichés*).

La MRAe relève que les unités et fréquences d'observation des deux derniers indicateurs proposés (*suivi des émissions de polluants atmosphériques, des incidents et des rejets non conformes des installations de traitement*) restent toujours à définir depuis l'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux malgré le champ d'application plus large du plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique.

La MRAe s'interroge ainsi sur l'efficacité de l'activité de la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan, qui se réunit tous les ans depuis l'année 2015.

La MRAe considère que l'indicateur « suivi des émissions de polluants atmosphériques des installations de traitement » n'a de sens, pour un plan régional, que si le suivi permet de comptabiliser (*pour des polluants déterminés*) la quantité émise dans l'air et dans l'eau par l'ensemble des unités de traitement et son évolution dans le temps.

Le protocole de suivi ainsi que ces modalités de mise en œuvre restent également à préciser, d'autant plus que le paragraphe correspondant est exactement le même que celui présenté dans le rapport environnemental du projet d'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux en 2015, et avait déjà fait l'objet

d'une recommandation en ce sens de la part de l'autorité environnementale.

La MRAe recommande ainsi de compléter :

- *la grille de lecture des indicateurs par la mention d'indicateurs d'état (à minima en rapport à l'enjeu de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers propre à la réalisation des futures installations de gestion des déchets), des objectifs et des incidences environnementales du plan ainsi que des données restant à définir ou rectifier,*
- *le protocole de suivi ainsi que ces modalités de mise en œuvre, conformément au guide méthodologique de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets.*

IV.9 Résumé non technique

Le résumé non technique doit être un document autonome, synthétisant l'intégralité du rapport d'évaluation environnementale stratégique dans des termes compréhensibles du grand public, auquel il s'adresse prioritairement.

Le résumé non technique présenté répond assez bien à la réglementation, excepté au sujet de la présentation générale du plan qui en est absente.

La MRAe recommande de compléter le résumé non technique du rapport environnemental :

- *par la présentation générale du plan,*
- *en fonction des observations émises dans le présent avis.*

IV.10 Méthodologie

Le rapport d'évaluation environnementale stratégique doit décrire la manière dont l'évaluation environnementale a été effectuée, précisant notamment les méthodes, les outils, les sources, les choix et les partis pris employés ainsi que les limites de la démarche.

La MRAe regrette que l'évaluation environnementale n'ait pas étudié certains aspects techniques et économiques tels que la faisabilité dans un cadre général. Or, l'étude de la faisabilité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) proposées est essentielle pour garantir une intégration environnementale optimale du plan.

De plus, la MRAe note une contradiction entre l'impossibilité de mesurer aisément les indicateurs GES ou énergie et donc de les suivre facilement (page 162) et l'information indiquant que les indicateurs majeurs relatifs aux impacts en matière d'énergie consommée ou évitée et en matière de contributions aux émissions de GES sont les seuls paramètres pour lesquels il est possible d'avoir des valeurs quantitatives pour chaque étape de la gestion des déchets (*cf. méthodologie utilisée, page 165*).

V. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT PAR LE PPGDM

La MRAe rappelle que l'élaboration et la mise en œuvre de ce type de plan, compte tenu de sa portée juridique, exigent de prendre en compte les points de vigilance évoqués dans la note juridique à l'attention des conseils régionaux intitulée :

« Planification régionale des déchets : quels contenus et degré de précision des plans ? » produite par l'association ZéroWaste France en février 2018.

Les impacts positifs prévisibles montrent que le plan de la CTM, bien qu'établi sur la base d'une réduction à la source des déchets produits restant à justifier, pourra participer d'une bonne prise en compte de l'environnement au travers, notamment, des actions de prévention conduites auprès des usagers, de l'optimisation des filières de tri et de compostage et des dispositions visant une meilleure valorisation des déchets.

Toutefois, cette observation doit être nuancée par l'absence d'informations claires, tant dans le plan lui-même que dans le rapport environnemental, sur les impacts des nouvelles installations programmées et de leur fonctionnement sur l'environnement et par la faiblesse du dispositif de suivi proposé.

La MRAe comprend bien que le plan, motivé pour des questions de respect du droit européen et des engagements nationaux en faveur de la transition énergétique et de la croissance verte (LTECV), puisse se vouloir ambitieux.

En effet, à l'exception des déchets radioactifs, tous les flux de déchets « dangereux », « non dangereux – non inertes » ou « non dangereux - inertes », produits, importés et, dans tous les cas gérés en Martinique, quel que soit leur nature et leur producteur d'origine, sont concernés par le plan. Pour autant, de nombreuses données sont manquantes et les quantités de déchets générés par les activités économiques non assimilées ainsi que ceux « inertes » provenant des activités associées au bâtiment et aux travaux publics (BTP) sont estimées, sur la base de ratios, à 228 000 t et 125 255 t soit, en y ajoutant les déchets ménagers, un volume global d'au moins 555 360 tonnes !

Or, la note citée ci-dessus indique que « la précision et la transparence de l'inventaire des déchets constitue la clé de voûte du futur plan de prévention et de gestion des déchets. (CAA Lyon du 25/04/13, CAA Douai – Ordonnance du 14 septembre 2010, TA Rennes du 24/05/17), Les données produites doivent ainsi être fiables et facilement compréhensibles par le grand public. Leur présentation doit se faire selon les modes de traitement listés dans la hiérarchie des déchets en faisant clairement apparaître la distinction entre « valorisation matière » et « recyclage » l'absence d'une telle précision étant susceptible d'induire le public en erreur. Pour la bonne connaissance des territoires, il est également utile de bien recenser les projets d'installations de traitement des déchets afin de pouvoir évaluer l'adéquation des exutoires ».

La MRAe prend acte des avancées obtenues dans la connaissance des déchets, en regard des périodes précédentes, mais, constate aussi que c'est pourtant bien sur la question de l'identification et de la caractérisation des déchets, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, que les premières lacunes du plan doivent être comblées.

L'exploitation d'un observatoire des déchets devrait, sur ce point, apporter les réponses utiles tout en offrant l'opportunité d'un suivi en temps réel.

La MRAe recommande d'intégrer, dans le plan, la création de l'observatoire des déchets de la Martinique, d'en développer la lisibilité pour le grand public ainsi que ses capacités d'intégration au titre du suivi de sa mise en œuvre en termes d'efficacité et d'incidences environnementales.

Il s'agit donc bien d'un plan ambitieux mais, tout à la fois modeste sur certaines de ses ambitions, préférant les valorisations matières quand les objectifs de recyclage s'avèrent compliqués à atteindre ou lorsque le « paquet économique circulaire » européen est estimé être hors de portée selon l'argumentaire produit.

L'intérêt porté par le plan sur les questions comportementales, notamment des usagers, est louable. Toutefois, le plan reste relativement peu explicite sur la méthode

permettant de vraiment faire évoluer de façon drastique les comportements individuels et collectifs ayant une influence, à la fois sur la santé, sur la qualité des milieux (*eau notamment, de consommation mais aussi de baignade*) et sur la qualité des paysages martiniquais, gage de l'attractivité touristique de l'île mais aussi de la qualité de vie des martiniquais. La MRAe constate l'absence de dispositions claires pour :

- arriver à mieux gérer les VHU,
- supprimer les dépôts sauvages,
- traiter les produits de dragage associées à l'entretien / création de chenaux maritimes et d'infrastructures portuaires ainsi que les produits d'entretien et de curage des cours d'eau,
- participer à la généralisation des systèmes d'assainissements collectifs et non collectifs,
- réduire l'incidence des gîtes de moustiques et autres risques sanitaires.

Par ailleurs, ni l'information sur le plan, ni les annonces de formations destinées à pourvoir en emplois locaux les nombreuses installations prévues ne semblent être à la hauteur des ambitions de celui-ci compte tenu de la distanciation introduite entre le pilote du plan, la CTM et l'ensemble des acteurs institutionnels et industriels potentiellement impliqués dans celui-ci. Chacun conservant « in fine » ses prérogatives et pouvant arguer d'une certaine indépendance à l'égard du plan de prévention et de gestion des déchets de la Martinique alors que ce dernier a, justement, pour vocation d'encadrer, plus fortement qu'auparavant, l'ensemble des filières impliquées dans ce domaine de compétences sous le pilotage de l'autorité compétente reconnue en la matière et légitimée par ce même plan.

La note déjà évoquée précise « *la nécessité de prévoir, dans le plan, les installations qui, de façon cohérente, permettront d'appliquer la loi, qu'il s'agisse d'installations manquantes ou en surcapacité. Cela concerne donc autant les exutoires nécessaires au compostage ou au recyclage des déchets, qu'à leur élimination. En effet, la bonne planification de la mise en décharge et de l'incinération des déchets résiduels est cruciale dans la mesure où c'est bien cette fraction des déchets qui doit être minimisée pour atteindre 65% de recyclage des déchets en 2025.*

L'autorité en charge du plan doit ainsi mettre en mesure les décideurs locaux de savoir si le projet qu'ils envisagent rentre dans le cadre de la gestion que le plan prévoit (rapport de compatibilité), ce qui requiert de la part du planificateur de sortir de l'ambiguïté et d'aller vers un minimum de précision³.

Il convient enfin de rappeler que la jurisprudence administrative a récemment conforté le pouvoir dont disposent les autorités planificatrices en matière de prescription des installations à créer, adapter ou fermer⁴ ».

La MRAe rappelle que la CTM a vocation à encadrer, en tant que pilote du PPGDM, l'ensemble des filières impliquées dans ce domaine de compétence et recommande qu'elle définisse les modalités de ce pilotage vis-à-vis des autres acteurs.

La MRAe note que le projet de plan proposé a fait le choix d'éluder les incidences environnementales des installations et équipements qu'il apparaît nécessaire de créer,

3 Le Tribunal administratif de Lyon a ainsi donné une définition assez claire de la notion de « compatibilité » dans un processus de planification, comme la création d'une information « suffisamment précise » pour permettre aux collectivités inférieures de prendre des décisions à la lumière du plan. (TA Lyon, 26 janvier 2011)

4 Les juges ont ainsi confirmé que l'autorité planificatrice, qui doit bien recenser les projets entérinés par les collectivités au moment de l'élaboration du plan, n'est nullement obligée de les retenir dans ses prescriptions finales. Le Conseil régional (collectivité territoriale de la Martinique ici) n'est pas une chambre d'enregistrement liée par les projets des collectivités ou des entreprises privées. (CAA Lyon, 4 juillet 2017, n°14LY02514)

d'adapter ou de fermer afin d'atteindre les objectifs de celui-ci, se contentant de recenser les projets dont les procédures d'autorisation sont déjà engagées et ignorant, à priori, l'ensemble des installations existantes en oubliant d'aborder la question de leur opportunité à terme.

La MRAe note enfin que ce même plan n'expose aucune contrainte particulière à l'implantation des futurs projets d'installations et équipements requis à ce même titre, celui-ci se contentant de renvoyer à l'évaluation environnementale ultérieure de ces derniers alors qu'ils pouvaient déjà faire l'objet de mesures d'évitement et de réduction prescrites par ce même plan.

La planification des installations de traitement doit constituer un aboutissement logique d'un effort d'inventaire et de scénarisation qui ne saurait non plus être remis à plus tard, ultérieurement à l'élaboration du plan⁵.

En conclusion, ce plan conforte la MRAe sur la nécessité de reconsidérer les questions d'écologie et d'environnement pour en garantir une appropriation naturelle par les usagers et l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels concernés.

Enfin, si l'écologie peut se définir comme « la discipline de l'organisation de la vie des gens sur un territoire donné avec ses potentialités et ses limites », force est de constater que ce type de plan requiert une connaissance fine des éléments de contexte du territoire Martiniquais soumis aux aléas naturels que l'on connaît et que l'appropriation de cet environnement commun conditionne la réussite du plan visé ici.

La MRAe recommande de compléter les critères d'implantation des installations de gestion des déchets au regard du 3° du II de l'article L541-1 du code de l'environnement relatif à la politique nationale de prévention et de gestion des déchets stipulant que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine, et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

Par ailleurs, la MRAe rappelle la nécessité d'intégrer au plan la **bonne planification des « nouveaux flux » tels que les biodéchets**, le contexte législatif et réglementaire renouvelé impliquant une attention particulière de la part des régions sur des flux qui étaient auparavant considérés comme non prioritaires.

Pour mémoire, plusieurs objectifs nouveaux ont fait leur apparition dans la loi, et en particulier la gestion séparée des biodéchets d'ici 2025, orientation que les plans régionaux doivent concrétiser, tant dans l'appréciation suffisamment précise de tous les gisements (*dont biodéchets présents dans les OMR*), que dans la planification des exutoires.

Cette observation est valable pour d'autres filières visées par des objectifs chiffrés ambitieux, avec les installations qui leurs sont propres : montée en charge du recyclage des déchets du BTP, certaines filières REP ou encore la progression de la prévention. (*par identification des actions à mener, des programmes locaux à réaliser, etc.*)

Le plan devra ainsi démontrer une prise en compte suffisante de telles filières, qui doivent également faire l'objet d'un programme de gestion cohérent, complet et rigoureux. (CAA Nantes, 8 novembre 2005, n°03NT01781)

5 Ce pont constitue une exigence des tribunaux administratifs rappelée à de nombreuses reprises, confirmant que des annulations de plans ont surtout été prononcées à l'encontre de plans insuffisamment prescriptifs et stéréotypés, plutôt que l'inverse.



**MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA CTM
A L'AVIS DE LA MISSION RÉGIONALE DE
L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
(MRAE)**

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

Avis de l'Autorité Environnementale	Réponses apportées	Intégration des réponses dans le Plan et dans l'Evaluation environnementale
<p><u>IV Analyse de la qualité du rapport d'évaluation environnementale :</u> <u>IV.1 Sur le caractère complet du rapport environnemental</u></p>		
<p>« Toutefois, la répartition du traitement des différents items du rapport d'évaluation environnementale stratégique est totalement disproportionnée. En effet, la description de l'état initial de l'environnement et des effets de la gestion actuelle des déchets occupent près des neuf dixièmes (90%) du document. La présentation des incidences environnementales du plan, qui devrait, au sens de l'évaluation environnementale, constituer la principale pièce du dossier, est quant à elle, traitée en seulement dix-huit pages ».</p>	<p>La description de l'état initial de l'environnement et des effets de la gestion actuelle intervient de la page 33 à la page 126, soit 93 pages, sur les 167 que compte le document. Cela représente 56%. Le PPGDM va permettre par son application, d'améliorer l'impact de la gestion des déchets sur l'environnement (diminution de la production des Déchets Ménagers et Assimilés et des Déchets d'Activités Economiques, augmentation de la valorisation matière des déchets non dangereux et non inertes et des déchets du BTP, augmentation de la valorisation énergétique), ce qui explique le peu d'incidences environnementales relevées.</p>	

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

IV.2 Analyse de l'état initial de l'environnement et du diagnostic relatif à la gestion des déchets		
« Portant sur l'ensemble du territoire martiniquais, l'état initial de l'environnement, bien que globalement suffisant est établi sur la base du profil environnemental produit en 2009 et, à ce titre, aurait pu être actualisé et enrichi, notamment sur la base d'une approche territorialisée faisant état, par exemple, d'un inventaire des décharges recensées sur le territoire et de l'état des lieux des déchetteries implantées ou projetées [...] »	Les données utilisées pour le chapitre II d'état des lieux du territoire datent majoritairement des années 2014 à 2016 et aucune n'est issue du profil environnemental de 2009. Comme indiqué au § 2.5.1 du chapitre III du rapport d'évaluation environnementale, il n'existe pas d'inventaire des décharges. L'association Entreprises et Environnement, par le biais d'un site dédié, permet le signalement de dépôts sauvages par les particuliers, ce qui ne constitue pas un recensement précis et exhaustif. Ces données sont mentionnées dans le § précité. L'état des lieux des déchèteries est précisé dans le Plan au chapitre I, §3.1.3.	
« [...] certaines des données produites ne sont pas justifiées ou explicites (volume des boues de station d'épuration produites) quand elles ne sont pas clairement abordées (volume des graisses, sables et refus de dégrillage des stations d'épuration, quantification des rejets de distillerie...) ».	Les quantités de boues, graisses, sables utilisées dans le rapport d'évaluation environnementale sont clairement décrites au paragraphe 2.2.2 du chapitre III et sont issues du Plan (chapitre I, §1.4). Les données sources du Plan proviennent de l'Observatoire des Déchets de Martinique, des études réalisées et des déclarations des acteurs du territoire notamment de la DEAL.	
« Les enjeux en termes de santé publique liés, notamment aux émissions de gaz à effet de serre et de dioxines sont faiblement traités et les données relatives à la qualité des eaux de baignade incomplètes voire, obsolètes »	Les enjeux sanitaires en lien avec les dioxines sont décrits au paragraphe 2.7.5 du chapitre III.	Intégrée dans le rapport d'évaluation environnementale au -Chapitre II § 2.2.1.4 : actualisation des données sur la qualité des eaux de baignade données du bilan ARS 2017)



Réponses de la CTM à l’avis de la Mission Régionale d’Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d’Evaluation Environnementale.

<p>« La MRAE recommande de compléter et enrichir les données environnementales de l’état initial dans la perspective de pouvoir l’exploiter au titre de l’établissement des « états zéro » requis au titre du suivi environnemental des incidences du Plan »</p>	<p>Au vu des points précédents, les données environnementales de l’état initial sont déjà complètes et se basent sur des données récentes (2014 à 2017).</p>	
<p>« En ce qui concerne le diagnostic de la gestion des déchets en Martinique, il n’est pas fait état de l’incidence des installations existantes pas plus que du bilan des précédents plans de prévention et de gestion des déchets qui auraient pu mettre en évidence leurs forces et faiblesses dans la perspective de les intégrer dans le futur plan et d’identifier clairement les défis auxquels il devra faire face. »</p>	<p>L’évaluation environnementale du Plan est réalisée au niveau global de la gestion des déchets sur la Martinique (prévention des déchets, valorisation et traitement). Elle tient compte du traitement de certains déchets et ne peut correspondre à la somme des études d’impact des différentes installations de la Martinique. Par ailleurs, lors des échanges pour l’état des lieux et de la réunion de cadrage avec les services de la Deal en charge de l’autorité environnementale en juin 2018, il n’a pas été indiqué d’incidences particulières des installations du territoire, qui sont suivies par la DEAL.</p> <p>Il a donc été considéré que les installations existantes fonctionnent en respectant les valeurs limites imposées par la réglementation de manière à ne pas entraîner d’incidences environnementales.</p> <p>Concernant les bilans des précédents plans de prévention et de gestion des déchets, ils ont été réalisés et sont présentés au chapitre I, §7.3 du Plan.</p>	

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

<p>« L'état des lieux initial a été établi en 2012. Le gisement des déchets non dangereux produits en Martinique représentait 285 000 t dont 203 300 t de déchets ménagers et assimilés collectés. Le plan recense également 54 000 t de déchets des activités économiques collectés par les opérateurs privés et 28 000 t de déchets d'assainissement.</p> <p>Le ratio d'ordures ménagères et assimilées est équivalent à celui de 2009. La production est en stagnation et n'a pas amorcé de baisse alors que la population se réduit de 4 500 habitants par an, en moyenne, depuis 2008. De nombreux efforts de réduction à la source et de prévention sont à faire pour atteindre l'objectif fixé par le Grenelle.</p> <p>Concernant les caractéristiques de la gestion initiale des déchets non dangereux, il est regrettable que le synoptique, présentant les différents flux de déchets non dangereux en 2012, soit illisible. Il mériterait d'être retravaillé avec une police de caractère plus grande. »</p>	<p>Ce paragraphe de l'avis de la MRAE ne paraît pas cohérent avec le présent dossier soumis à l'avis car :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le rapport environnemental nous intéressant, l'état des lieux est basé sur des données de 2016, et aucun des chiffres indiqués dans l'avis de la MRAE n'est mentionné dans ce dossier - ce rapport concerne l'ensemble des déchets : les déchets non dangereux, les déchets issus du traitement de l'eau et de l'assainissement, les déchets dangereux et les déchets issus de chantiers BTP. - il n'y a pas de synoptique 2012 dans ce rapport. <p>Peut-être s'agit-il d'un malencontreux copier-coller de l'avis de l'autorité environnementale sur le précédent plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux de 2015.</p>	
<p>« Le rapport mentionne la problématique des dépôts sauvages. Un recensement a été entrepris par l'association Entreprise Environnement. En 2015, 3 510 dépôts sauvages ont été répertoriés. Il aurait été intéressant de préciser, au moins en volume, ce que ces quantités de déchets sauvages collectés représentent vis-à-vis du gisement global. »</p>	<p>Le rapport indique au paragraphe 2.5 du chapitre III les données de 2016 concernant les dépôts sauvages.</p> <p>L'action menée par Entreprises & Environnement est basée uniquement sur le déclaratif des usagers permettant de visualiser les dépôts sauvages. Elle ne peut constituer un recensement précis et ne permet pas d'en estimer les quantités et les volumes.</p> <p>D'autre part, l'organisation de la collecte et son optimisation à venir ne permettent pas de quantifier de manière pertinente et séparée les volumes de déchets collectés sur les sites dits « sauvages ».</p>	<p>Intégrée dans le rapport d'évaluation environnementale au : -Chapitre III § 2.5.1 : « L'organisation de la collecte et son optimisation à venir ne permettent pas de quantifier de manière pertinente et séparée les volumes de déchets collectés sur les sites dits « sauvages ». »</p>

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

<p>« Il est regrettable que le rapport ne mentionne pas le risque sanitaire, les dépôts de déchets non autorisés favorisant la prolifération des maladies vectorielles. »</p>	<p>Les risques sanitaires liés aux maladies vectorielles et les liens avec les dépôts sauvages sont indiqués au § 2.2.4.2 du chapitre.</p>	
<p>« Ce chapitre répond, globalement, aux attentes réglementaires en la matière en étant construit sur un rappel de principes généraux déclinés par thématiques mais, ne fait pas toujours apparaître de données spécifiques au territoire martiniquais et les bilans environnementaux des précédents plans de prévention et de gestion des déchets en Martinique à l'instar de celui du PEDMA approuvé en 2015. »</p>	<p>L'état initial de l'environnement décrit le territoire de la Martinique et s'attache à en faire ressortir ses spécificités. Comme indiqué au §2 du chapitre IX du rapport d'évaluation environnementale, au vu de l'évolution du périmètre de déchets pris en compte par le Plan, une comparaison aux précédents Plans ne paraît pas pertinente. En effet, les Plans relatifs aux déchets dangereux et à ceux du BTP ne comportaient pas d'évaluation environnementale.</p>	
<p>« La MRAe recommande de présenter et de prendre en compte le bilan environnemental des précédents plans de prévention et de gestion des déchets, lorsqu'ils existent ou ont été explicitement prévus ainsi que les incidences environnementales associées à la gestion actuelle des déchets intégrant, en particulier, l'évaluation environnementale des incidences des installations préexistantes. »</p>	<p>Comme indiqué précédemment : - au vu de l'évolution du périmètre de déchets pris en compte par le Plan e de l'absence d'évaluation environnementale pour les précédents plans DBTP et déchets dangereux, une comparaison aux précédents Plans ne paraît pas pertinente- il n'existe pas d'évaluation environnementale des incidences des installations existantes : à notre connaissance, ces installations fonctionnent conformément à la réglementation.</p>	

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

V.3 Articulation avec les autres plans et programmes		
« La présentation, dans ce chapitre, du PPA, du SRCAE, du SDAGE, du SAR/SMVM, du Contrat de Plan État-Région (CPER), du Plan National Santé Environnement (PNSE) et du Plan Régional Santé Environnement (PRSE) est ainsi pertinente mais aurait mérité un développement permettant d'expliquer en quoi le PPGDM est compatible ou prend en compte ces mêmes documents ».	Pour la majeure partie de ces documents il est explicité la compatibilité ou la prise en compte par le Plan au chapitre I, §2.1.	Modifiés dans le rapport d'évaluation environnementale au : -Chapitre I § 2 : « SRCAE : Le SRCAE et le PRPGD sont donc cohérents, le PRPGD contribue à l'atteinte des objectifs du SRCAE. » « PPA : en cohérence. Les actions du Plan en vue du déploiement de déchèteries permettront de diminuer le brûlage de déchets verts. » « PRSE : le PRSE et le Plan sont donc en cohérence »
« Concernant la planification de l'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale ont bien vocation notamment à déterminer les zones d'implantation des unités de gestion des déchets. Néanmoins, les implantations des équipements liés au plan sur le territoire ne sont pas précisément localisées. De plus, concernant le SAR/SMVM, la mention de sa révision en 2012 est erronée. Ses orientations ne sont ainsi pas celles du SAR 2014-2030, mais toujours celles établies au titre du SAR/SMVM approuvé en 1998 et révisé en 2005. »	C'est effectivement aux documents d'urbanisme de prendre en compte les éléments du Plan. Par ailleurs, l'arrêt de la Cour – 6° chambre du 01/04/2004 indique que les Plans ne sauraient définir à eux seuls la localisation des installations, celle-ci pouvant intervenir lors de la délivrance de l'autorisation individuelle.	Modifiées dans le rapport d'évaluation environnementale au : -Chapitre I § 2.7.2 : <u>données sur le SAR</u> « Le SAR de la Martinique a fait l'objet d'un bilan-évaluation et d'une analyse environnementale réalisés en 2008 qui ont conduit à la délibération de l'assemblée plénière du Conseil Régional n° 08-1561-1 maintenant les perspectives de développement, les orientations fondamentales et le parti d'aménagement du document approuvé en 1998

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

		<p>moennant quelques ajustements, notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prise en compte des nouveaux zonages de protection de l'environnement ; • Les questions liées à la mise en place d'une agriculture raisonnée et au problème de la pollution des terres agricoles au chlordécone ; • Le périmètre du Schéma de Mise en Valeur de la Mer étendu à la Zone Economique Exclusive. »
<p>« Par ailleurs, le projet de PPGDM gagnerait à tenir compte également de la Charte du Parc Naturel de Martinique (adoptée par Décret n° 2012-1184 du 23 octobre 2012 portant classement du parc naturel régional de la Martinique), du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) de la Martinique 2016-2021, approuvé le 30 novembre 2015 et du Programme Local de l'Habitat (PLH) de Cap Nord approuvé le 30 septembre 2016. »</p>	<p>Le plan de gestion du risque inondation est pris en compte au paragraphe 2.2.4.1 du chapitre II.</p> <p>Le projet de Plan intègre un volet spécifique à la gestion des déchets en situation de crise : le chapitre XIV.</p>	<p>Ajoutées dans le rapport d'évaluation environnementale au :</p> <p>- Chapitre I § 2.7.6 : données sur le PLH</p> <p>« Le PLH est le document essentiel d'observation, de définition de la programmation des investissements et des actions en matière de politique du logement à l'échelle du territoire pour une durée d'au moins 6 ans.</p> <p>Depuis 2004, ce sont exclusivement les EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunal) qui</p>

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

		<p>élaborent et suivent les PLH. Avec ce document, les EPCI deviennent plus largement les autorités organisatrices des politiques de l'habitat.</p> <p>La CACEM, Cap Nord et Espace Sud ont réalisé leur PLH. »</p> <p>- chapitre II § 2.2.3 données sur la <u>PNR</u></p> <p>« Il est à noter que le 1^{er} axe de la charte du PNR de la Martinique est de « Préserver et valoriser ensemble la nature en Martinique », ce qui va dans le sens du Plan. »</p>
<p>« La MR Ae recommande ainsi à la CTM de reprendre l'analyse de l'articulation du PPGDM avec les autres plans et programmes en s'intéressant aux effets qu'il pourra avoir sur ceux-ci et aux conditions nécessaires pour une bonne compatibilité de ces différents plans avec le futur PPGDM. »</p>	<p>Recommandation prise en compte (cf. mentions précédentes des intégrations).</p>	

IV.4 Scénario tendanciel et scénarii envisagés		
<p>« Ce « scénario 0 » ignore, de fait, la continuité des trois plans de prévention et de gestion des déchets antérieurs et encore en vigueur tant que le projet de plan visé ici n'est pas réputé « approuvé ». Il est regrettable que l'évaluation des performances et des incidences environnementales de la mise en œuvre de ces trois plans ne soient pas exploitées ici encore alors qu'ils poursuivent toujours leurs objectifs propres.</p> <p><i>La MRAe recommande d'actualiser le « scénario 0 » en prenant acte de la poursuite de la mise en œuvre des trois plans de prévention et de gestion des déchets auquel le PPGDM est supposé se substituer, ces derniers poursuivant leurs effets en l'absence de mise en œuvre du PPGDM. »</i></p>	<p>Le chapitre IV est consacré au scénario 0. Ce scénario 0 est la continuité de l'état actuel réel, qui découle de la mise en œuvre des précédents plans de prévention et de gestion des déchets.</p> <p>Ainsi, le Plan et l'évaluation environnementale prennent donc bien en considération les <u>impacts actuels réels</u> des Plans en vigueur.</p>	
<p>« Une analyse est conduite afin de déterminer le scénario le plus performant. De fait, celle-ci est globalement traitée de manière empirique et ne revêt pas de fiabilité scientifique à l'exception de l'approche faite en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et de dioxines. »</p> <p>« Ainsi, la mise en œuvre des scénarios, non tendanciels, permet d'obtenir un solde d'émissions de gaz à effet de serre « négatif » alors que la démonstration d'une simple réduction de ces émissions aurait pu convaincre ; la manipulation, la valorisation et le traitement des déchets mobilisant toujours des énergies fossiles (transport, unités de transformation, incinération...). »</p>	<p>Il est effectivement compliqué de parler de fiabilité scientifique pour une analyse de scénarios de <u>prospective</u> à 6 et 12 ans.</p>	
	<p>Comme indiqué au paragraphe 2.1.2 du chapitre V, la collecte et le traitement des déchets résiduels émettent des GES. Cependant, le Plan prévoit une augmentation conséquente des quantités de déchets orientés vers la valorisation matière, organique et énergétique.</p> <p>Les émissions sont donc compensées (et dépassées) par les évitements permis par ces valorisations. Cet évitement de GES indique que, selon les hypothèses des scénarios, la filière de gestion de DND permet un évitement de GES plus important que les émissions liées à la collecte et au traitement.</p>	

« L’analyse produite conduit ainsi à un choix biaisé, les objectifs de la LTECV devant être obligatoirement pris en compte par le plan en application des dispositions de l’article L.541-1 du code de l’environnement de manière « adaptée aux particularités régionales ». Or, la MRAE constate que la collectivité n’a envisagé aucune des dérogations prévues en application de l’article L.541-13 VI CE1 »	<p>Lors de l’étude des scénarios, le comité de pilotage du Plan a envisagé et étudié la possibilité de dérogations.</p> <p>Cependant, à la vue de la jurisprudence actuelle et notamment l’arrêt du TA de Rennes du 24 mai 2017 qui clarifie le caractère limité des dérogations, il a été estimé que le PPGDM devait éviter d’avoir recours à ce système dérogatoire.</p> <p>Néanmoins, le plan a bien pris en compte les contraintes et les spécificités du territoire et des adaptations de la réglementation ont été faites sur la définition des objectifs :</p> <p>→ Objectif de réduction de 10% des déchets ménagers et assimilés pris à horizon 2025, au lieu de 2020 dans la réglementation</p> <p>→ Objectif de valorisation matière de 70% des déchets issus des chantiers du BTP pris à horizon 2025, au lieu de 2020 dans la réglementation</p>
---	---

c

IV.5 Analyse des incidences environnementales du projet		
« Le second axe, émetteur de GES, bénéficierait effectivement de la réduction de production des déchets à la source. Ce point doit tenir compte du fait que celle-ci sera de mise en œuvre progressive et, nécessairement, compensée par l'amélioration des réseaux et points de collecte, d'une part et, d'autre part, des réseaux et centres de valorisation des déchets, impliquant une augmentation des dessertes kilométriques et des émissions de GES correspondantes qui ne semblent pas avoir été intégrés ici. »	La modélisation de la collecte et du transport futurs a été réalisée en prenant en compte les diminutions associées à une diminution des tonnages à collecter, mais aussi les augmentations liées aux transports supplémentaires de tonnages à valoriser, comme indiqué au 2.1 du chapitre VI.	
« Le troisième axe, appelé à se développer très fortement, implique le développement des filières de valorisation et de recyclage qui, à priori, vont eux-mêmes s'avérer énergivores, consommateurs de ressource en eau, potentiellement polluants et émetteurs de GES. L'évaluation envisagée, bien que ne pouvant considérer la valorisation de certains matériaux bois et encombrants, pouvait déjà s'appuyer sur les incidences environnementales connues des installations existantes et prises en compte par le plan au titre des installations faisant l'objet d'autorisation en cours d'instruction ou à venir (à l'instar du CSR) voire, de transformation ou de fermeture (cas de l'incinérateur). »	L'évaluation environnementale ne peut pas être la somme des études d'impact des installations du Plan. Les données sur la valorisation matière sont issues d'études ADEME, faisant consensus. Il est à noter que les ratios utilisés pour évaluer les évitements de GES liés au recyclage et à la valorisation sont des ratios nets : les impacts négatifs liés aux consommations énergétiques des installations ont été déduits des gains permis par le recyclage. Les données sur la valorisation énergétique sont basées sur les données des sites du territoire de la Martinique, car les valeurs sont différentes d'une unité à l'autre.	

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

<p>« De la même manière, la prise en compte de la présence de la molécule de la chlordecone, notamment, dans les sédiments dragués reste à développer afin de caractériser « in fine » les conditions de traitement et de valorisation des déchets ainsi contaminés.</p> <p>Le tableau produit en fin de chapitre aurait gagné en lisibilité si celui-ci avait intégré les données relatives à l'analyse des incidences environnementales du scénario tendanciel en valeurs de référence pour chacun des items listés. »</p>	<p>Remarque prise en compte.</p>	<p>Ajoutés dans le rapport d'évaluation environnementale au :</p> <p>-<u>Chapitre VI § 2.3</u> :</p> <p>« Une analyse des sédiments dragués paraîtrait pertinente afin d'orienter au mieux ces déchets. »</p> <p>-<u>Chapitre VI § 5</u> : valeurs du scénario tendanciel dans chaque tableau</p>
<p>« La MRAe recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de développer l'analyse des incidences environnementales du plan, notamment au regard des enjeux identifiés par ses soins (cf. chapitre IV : santé publique - ressource en eau - consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers – Patrimoine et paysage – Qualité de l'air – Risques naturels), d'y intégrer celles qui se rapportent aux installations et équipements qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre les objectifs du plan et de compléter le tableau de synthèse produit en fin de chapitre en conséquence ». 	<p><i>Comme expliqué aux 4 et 5 du chapitre III, les enjeux les plus forts sont suivis par le biais des indicateurs de comparaison. Ces indicateurs permettent de comparer le scénario tendanciel avec les autres scénarios étudiés.</i></p>	

IV.6 Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet	
<p>« Celles-ci ne sont pas spécifiquement identifiées par le plan du fait de l'absence de spatialisation des installations et équipements dont la création, l'extension voire la fermeture sont portées par le plan.</p> <p>« La MRAE recommande d'identifier et analyser dans le rapport les zones les plus fragiles du territoire (pression anthropique, santé publique) ou présentant un degré de sensibilité environnementale élevé (biodiversité, patrimoine, paysage) dès lors qu'elles se trouvent concernées par une ou plusieurs des installations dont la création, l'extension voire la fermeture sont portées par le plan. »</p>	<p>Comme indiqué précédemment, il n'est pas recommandé que le Plan indique précisément la localisation des installations futures.</p> <p>Le Plan prévoit dans le chapitre V, §9.2 une liste de critères d'implantation à respecter pour le positionnement des installations de gestion des déchets intégrant les critères environnementaux : « les critères réglementaires (distances minimales par rapport aux habitations, zones rouges des PPR : inondations et mouvements de terrain), la préservation de l'environnement, notamment au regard de la biodiversité et de l'eau ». Ce même chapitre indique que chaque site en projet fera l'objet d'une autorisation préfectorale, à l'issue d'une étude d'impact dans laquelle les aspects environnementaux sont pris en compte.</p>
IV.7 Mesures envisagées pour éviter, réduire, compenser et accompagner les conséquences dommageables de la mise en œuvre du Plan	
<ul style="list-style-type: none"> les mesures proposées sont pour la plupart trop générales, voire illusoirs pour certaines d'entre elles (notamment page 158 : « s'assurer de réaliser le transport des déchets dans des navires respectant les réglementations sur les émissions dans l'air et dans l'eau », et présentées sans mentions des modalités de mise en œuvre et des études de faisabilité, les mesures ne sont pas rattachées directement aux incidences du plan préalablement identifiées, ni systématiquement aux enjeux environnementaux correspondants ». 	<p>En préalable sur les mesures ERC, il est à noter que le Plan a au global un impact positif sur l'environnement : les mesures ERC portent donc sur les impacts résiduels, et qu'on ne peut supprimer : la suppression de la collecte et du transport des déchets aurait un impact désastreux sur l'environnement et l'hygiène publique.</p> <p>De plus, il s'agit d'une évaluation environnementale stratégique, et non d'une étude d'impact d'une installation. Les mesures ERC sont donc assez générales, et classées par étape de gestion des déchets et selon les dimensions environnementales étudiées.</p> <p>Il est étonnant que la MRAE considère comme illusoire des mesures issues de la réglementation.</p>

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

<p>« Les mesures d'évitement des incidences négatives du PPGDM ne sont pas traitées car les mesures proposées sont mal classées.</p> <p>En effet et sur ce dernier point :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan ayant déterminé des objectifs de prévention des déchets, la prévention, en soi, ne peut constituer une mesure d'évitement des incidences négatives du plan, • l'évitement de la production de déchets liés au pilotage du plan ou des actions liées à la compétence gestion des déchets doit être plutôt considérée comme une mesure de réduction car, cette action ne permet pas, à elle seule, d'éviter les incidences environnementales notables du plan, • le réemploi des déchets inertes sur leurs sites de production doit être plutôt considérée comme une mesure de réduction car, ces déchets sont susceptibles également de faire l'objet d'une collecte, d'un transport et d'un traitement sur place, probablement de moindre mesure qu'une gestion externalisée mais, en tout état de cause, ne permettra pas d'éviter les incidences environnementales notables du plan » 	<p>Les impacts du Plan sont liés à la production de déchets, une moindre production permet donc de diminuer de facto les incidences négatives.</p> <p>La réduction des déchets constitue bien une mesure majeure d'évitement des incidences négatives du Plan.</p> <p>L'évitement de la production de déchets liés au pilotage du Plan n'a pas l'ambition d'éviter à elle seule les incidences environnementales du Plan, mais permet d'initier un mouvement allant dans ce sens.</p> <p>Dans le cas d'un réemploi d'inertes sur site, il n'y a pas de collecte, ni de transport, qui sont les impacts les plus importants en lien avec la gestion des déchets inertes.</p>
<p>« Par ailleurs, le rapport environnemental n'aborde pas les incidences environnementales des différentes installations qu'il est prévu de mettre en place dans le cadre du plan (déchetteries, centres de tri, centre de maturation des mâchefers, extensions des plate-formes de compostage, etc.) alors que ces mêmes installations sont constitutives du plan ».</p>	<p>Les études d'incidences des installations à venir seront réalisées lors de l'étude d'impact, en amont de la demande d'autorisation préfectorale du site. Les paragraphes 2.3.1, 2.3.2 et 2.3.3 du chapitre VII sont consacrés aux mesures concernant spécifiquement les installations de gestion des déchets.</p>
<p>« Ainsi, pour une meilleure compréhension, lisibilité et définition des mesures d'évitement, de réduction et de</p>	<p>Il n'appartient pas au Plan de procéder à la localisation des installations (cf. jurisprudence Arrêt de la cour -C6° chambre du 01/04/2004).</p>

<p>compensation (ERC) des incidences notables probables de la mise en œuvre du plan, la MRAe recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'établir des mesures d'évitement géographique des zones à enjeux environnementaux, en constituant par exemple une cartographie des sites et zones les plus favorables à l'implantation de toutes les installations de gestion des déchets sur la base des données environnementales produites par les services de la DEAL, disponibles sur son site internet : http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/carte-dynamiquegenerale-protections-a113.html • d'intégrer et compléter les mesures ERC sur les divers tableaux de synthèse des effets notables probables du plan pour chacune des catégories de gestion des déchets (tableaux n°37 à 41, pages 149 à 153), • de compléter les mesures ERC par l'établissement de mesures visant à éviter la création et la prolifération de gîtes à moustiques, • de préciser leurs modalités de mise en œuvre, leurs degrés de faisabilité ainsi que l'identité des entités devant les mettre en œuvre ». 	<p>La cartographie des sites les plus favorables e interviendra lors des études préalables à la création de chaque nouveau site de transfert, valorisation ou traitement des déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mesures ERC peuvent difficilement s'intégrer dans ces tableaux : par manque de place et du fait que, pour la quasi-totalité des dimensions environnementales, la mise en œuvre du Plan a un impact positif. Comme indiqué en introduction du chapitre VII (et précédemment), les mesures ERC visent à accentuer les impacts positifs du Plan et à diminuer au mieux les impacts résiduels. • Le paragraphe 2.3.3 du chapitre VII est consacré aux mesures visant à limiter les décharges, les dépôts illégaux de déchets et les pratiques illégales, qui constituent, entre autres, des gîtes à moustiques. • L'introduction du chapitre VII indique les acteurs à qui sont destinées ces mesures : la CTM, les collectivités territoriales à compétence collecte ou traitement des déchets et les prestataires de collecte et traitement ». <p>L'évaluation environnementale ne peut pas être une étude de faisabilité des mesures ERC proposées.</p>
--	---

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

IV.8 Suivi environnemental de l'application du projet		
« La MRAe recommande ainsi de compléter :	<ul style="list-style-type: none"> la grille de lecture des indicateurs par la mention d'indicateurs d'état (à minima en rapport à l'enjeu de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers propre à la réalisation des futures installations de gestion des déchets), des objectifs et des incidences environnementales du plan ainsi que des données restant à définir ou rectifier, le protocole de suivi ainsi que ces modalités de mise en œuvre, conformément au guide méthodologique de l'évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets » 	<p>Ajoutés dans le rapport d'évaluation environnementale au :</p> <p>-Chapitre VIII § 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'indicateur de consommation, même s'il semble peu aisé à calculer Consommation d'espace, dont terres agricoles, espaces naturels/ permet de situer la consommation de terres agricoles et naturels/ha/annuelle/ressources naturelles/nc » la modification du tonnage de déchets d'assainissement <p>« Déchets de l'assainissement : 11,5kt MB »</p>
IV.9 Résumé non technique		
« La MRAe recommande de compléter le résumé non technique du rapport environnemental :	<ul style="list-style-type: none"> par la présentation générale du plan, en fonction des observations émises dans le présent avis ». 	<p>Le résumé non technique a été complété en conséquence</p>

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

IV.10 Méthodologie

« La MRAE note une contradiction entre l'impossibilité de mesurer aisément les indicateurs GES ou énergie et donc de les suivre facilement (page 162) et l'information indiquant que les indicateurs majeurs relatifs aux impacts en matière d'énergie consommée ou évitée et en matière de contributions aux émissions de GES sont les seuls paramètres pour lesquels il est possible d'avoir des valeurs quantitatives pour chaque étape de la gestion des déchets (cf. méthodologie utilisée, page 165). »

Les indicateurs GES et énergie ne sont pas mesurables, ce qui n'en font pas de bons indicateurs de suivi.
Ils sont par contre calculables, selon des méthodes de calculs complexes à mettre en œuvre, mais permettant de couvrir l'ensemble des étapes de gestion des déchets.
A ce titre, ce sont de bons indicateurs de comparaison.

V Prise en compte de l'environnement par le PPGDM

La MRAE rappelle que l'élaboration et la mise en œuvre de ce type de plan, compte tenu de sa portée juridique, exigent de prendre en compte les points de vigilance évoqués dans la note juridique à l'attention des conseils régionaux intitulée : « Planification régionale des déchets : quels contenus et degré de précision des plans ? » produite par l'association ZéroWaste France en février 2018.

Le Plan a été élaboré conformément à la loi NOTRe, et au décret du 17 juin 2016 relatif aux PRPGD, qui sont codifiés aux articles L541-13, D541-16-1, D541-16-2 et R541-16 du code de l'environnement.
Le Ministère en charge de l'environnement a produit une note d'interprétation du décret relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets, à partir de laquelle le PPGDM a été élaboré.

« La MRAE recommande d'intégrer, dans le plan, la création de l'observatoire des déchets de la Martinique, d'en développer la lisibilité pour le grand public ainsi que ses capacités d'intégration au titre du suivi de sa mise en œuvre en termes d'efficacité et d'incidences environnementales. »

L'observatoire des déchets de la Martinique existe déjà et a fourni les données pour la réalisation de l'état des lieux, comme indiqué au chapitre I§1.1.1 du Plan et ainsi que le relève la MRAE en page 10 de son avis.
Les § 4.3.1 et 4.3.2 du chapitre III et §2.1 du VI mentionnent que le Plan retient comme principe général une amélioration de la connaissance des gisements passant par le développement l'observatoire en place.

Modifié dans le projet de Plan au :
Chapitre V § 1.5 :
« montée en puissance de l'observation sur les DD, DAE et DBTP » au lieu de « mise en place ».

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

	<p>Pour complète information, la CTM a par délibération du 16/05/2019 étendu le périmètre d'observations aux thématiques Economie circulaire, Energie et Climat, ce qui devrait permettre à cet Observatoire d'améliorer la cohérence et l'efficacité du suivi des documents de planification.</p>	
<p>« La MRAE note que le projet de plan proposé a fait le choix d'éviter les incidences environnementales des installations et équipements qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre les objectifs de celui-ci, se contentant de recenser les projets dont les procédures d'autorisation sont déjà engagées et ignorant, à priori, l'ensemble des installations existantes en oubliant d'aborder la question de leur opportunité à terme.</p> <p>La MRAE note enfin que ce même plan n'expose aucune contrainte particulière à l'implantation des futurs projets d'installations et équipements requis à ce même titre, celui-ci se contentant de renvoyer à l'évaluation environnementale ultérieure de ces derniers alors qu'ils pouvaient déjà faire l'objet de mesures d'évitement et de réduction prescrites par ce même plan. »</p>	<p>Comme indiqué précédemment, les études d'incidences des installations à venir seront réalisées lors de l'étude d'impact, en amont de la demande d'autorisation préfectorale du site. Le Plan ne peut les prendre en compte en l'état.</p> <p>Pour précision, l'article R541-16 du code de l'environnement précise que le Plan doit effectuer : « Un recensement des projets d'installation de gestion de déchets pour lesquels une demande d'autorisation d'exploiter, une demande d'enregistrement ou une déclaration a été déposée » ce qui a été fait en introduction du point 6 du chapitre I du Plan.</p> <p>Pour une vision cohérente et globale, le Plan a choisi de recenser également dans ce même paragraphe, les installations en projet à la date de rédaction du Plan.</p> <p>Le § 9.1 du chapitre V mentionne les installations existantes et les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter et de fermer, en tenant compte des besoins et opportunités quant à la gestion des déchets aux échéances du Plan. Comme déjà rappelé ci-dessus, les contraintes à l'implantation des futurs projets sont listées au chapitre V, §9.2 du projet de Plan.</p> <p>Par ailleurs, il n'appartient pas au Plan d'analyser les impacts environnementaux installation par installation mais de définir dans l'évaluation environnementale, l'impact du Plan en tant que document de planification global. Le guide méthodologique de l'ADEME intitulé « Evaluation environnementale des Plans d'élimination des déchets »</p>	

	<p>stipule à ce sujet : « Cette évaluation doit être adaptée à la nature des plans ; elle ne peut être analogue à celle réalisée dans le cadre des études d'impact de projets.</p> <p>En effet, les plans d'élimination des déchets ont globalement comme objectif la protection de l'environnement et la limitation des impacts environnementaux de la gestion des déchets. A cet effet, ils définissent les grandes orientations à mettre en œuvre pour les flux de déchets qu'ils concernent (...) en précisant la répartition des flux entre les différentes filières, taux de valorisation des déchets, etc. S'ils identifient assez précisément les actions à conduire pour atteindre ces objectifs, en revanche, ils ne définissent que rarement l'implantation des installations à créer, la définition des critères étant suffisante. »</p>	
<p>La MRAe rappelle que la CTM a vocation à encadrer, en tant que pilote du PPGDM, l'ensemble des filières impliquées dans ce domaine de compétence et recommande qu'elle définisse les modalités de ce pilotage vis-à-vis des autres acteurs.</p>	<p>Comme indiqué dans le code de l'environnement par l'article R.541-25, qui précise le rôle de coordination et d'animation de l'autorité compétente, la CTM a vocation à animer et accompagner les parties prenantes concernées par la prévention et de la gestion des déchets. Il s'agit d'une animation et non d'un encadrement.</p> <p>La CTM, en tant que porteur de la démarche de planification a bien conscience de l'importance du pilotage du Plan. Le chapitre III - §4 précise l'ensemble des mesures qui seront prises pour le suivi et le pilotage du Plan (Observatoire, comité de suivi, implication de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan, mise en œuvre de contrats d'objectifs et de groupes de travail spécifiques, ...).</p> <p>Cependant, il n'est pas possible pour une collectivité locale d'encadrer l'initiative privée en allant au-delà de la réglementation au risque d'irrégularité juridique du Plan pour entraver la libre concurrence.</p>	

Réponses de la CTM à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) et son rapport d'Evaluation Environnementale.

	<p>Ainsi, concernant la plupart des filières impliquées dans la gestion des déchets, les agréments des éco-organismes sont définis par l'Etat, et il n'appartient pas à un Plan d'en modifier leurs contours.</p> <p>La CTM ne peut donc pas fixer pas d'objectif aux éco-organismes, mais elle peut animer des dynamiques locales visant notamment à faire progresser la collecte et le tri des déchets, en cohérence avec l'atteinte des objectifs nationaux de collecte et/ou de réutilisation et recyclage.</p>	Intégré dans le projet de Plan au - Chapitre V § 9.2 dans la liste des critères d'implantation : « la non mise en danger de la santé humaine, et de l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier »
« La MRAE recommande de compléter les critères d'implantation des installations de gestion des déchets au regard du 3°) du II de l'article L541-1 du code de l'environnement relatif à la politique nationale de prévention et des gestion des déchets »	<p>Remarque prise en compte</p>	
« Par ailleurs, la MRAE rappelle la nécessité d'intégrer au plan la bonne planification des « nouveaux flux » tels que les biodéchets, le contexte législatif et réglementaire renouvelé impliquant une attention particulière de la part des régions sur des flux qui étaient auparavant considérés comme non prioritaires. »	<p>Le Plan intègre aux chapitres suivants les planifications spécifiques requises par la réglementation, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre VI : sur les biodéchets • Chapitre VII : sur les déchets d'emballages et de papiers, abondant entre autres, l'extension des consignes de tri aux nouvelles résines plastiques • Chapitre VIII : sur les Textiles, linges et Chaussures • Chapitre X : sur les déchets du BTP • Chapitre XI : sur les déchets d'amiantes • Chapitre XII : sur les VHU. 	